PARTI SOCIALISTE
Conseil national du 16 décembre 1995

Sommaire

Le président (Louis Mermaz) 1
Daniel Vailant 1
Lionel Jospin 9
Christophe Clergeau 16
Jean-Christophe Cambadélis 18
Alain Richard 20
Jean Poperen 24
Harlem Désir 28
Claude Fleutiaux 31
Marie Noëlle Lienemann 35
Catherine Trautmann 38
Pierre Guidoni 43
Gilles Catoire 46
Le président 47
Claude Fleutiaux 49

(La séance est ouverte sous la présidence de Louis Mermaz.

Le président (Louis Mermaz)

Chers camarades, Michel Delebarre étant bloqué dans Dunkerque par les espagnols, m'a dit : "Henri bravo", vous vous référerez à vos manuels d'histoire pour voir ce que cette plaisanterie signifie.

Je vais avoir l'honneur de présider les travaux du Conseil national, ce qui, évidemment, va me rajeunir et vous aussi, puisque la dernière fois je crois que c'était il y a quatorze ans... Comme le temps passe vite !

Je donne tout de suite la parole à Daniel Vailant pour le rapport d'activité.

Daniel Vailant

Chers camarades, le rapport d'activité que je vous présente au nom du Bureau national couvre une période très courte de notre vie politique, de la Convention nationale du 14 octobre 1995 à ce jour.

Cette période courte est marquée par l'un des conflits sociaux les plus importants de ces vingt dernières années, et nous souhaitons tous qu'il se dénoue à l'avantage des hommes et des femmes en mouvement face à un gouvernement et à un Premier Ministre qui n'ont pas su apprécier l'ampleur et les racines du mécontentement social.

Depuis l'élection de M. Chirac, la France va de mal en pis, et l'expérience que nous avions, un certain nombre d'entre nous, de la gestion parisienne du président actuel ne permettait pas de douter du résultat. Monsieur Chirac a-t-il bien pris la mesure de la dimension de sa tâche ? On peut en douter !

Fondation Jean-Jaurès

Les Français s'en rendent compte, et le Maire que je suis, dans un arrondissement populaire depuis le mois de juin dernier, mesure au quotidien l'ampleur des dégâts et la montée du désenchantement en profondeur : difficultés de fin de mois, insécurité, délinquance, problèmes de logement, intégration en panne, exclusion et bien sûr chômage, sont autant de causes de la fracture sociale dénoncée en son temps par le candidat Chirac, mais que la président subitement reconverti à l'austérité et à l'orthodoxie monétaire, range dans le tiroir aux accessoires.
Le désenchantement s'est transformé en colère dans les dernières semaines, après la présentation à l'Assemblée Nationale du plan Juppé sur la Sécurité sociale et l'annonce de la signature du contrat de plan de la SNCF, le tout sans concertation ni négociations préalables.
Des mouvements sociaux d'une ampleur sans précédent, paralysent notre pays depuis vingt jours, sans que le gouvernement et la majorité de droite qui avaient ovationné Juppé, n'aient trouvé le moyen de renouer le dialogue et de lancer réellement la négociation.
C'est un échec pour Chirac et Juppé qui témoigne d'une incompétence dans l'art de gouverner !
Mais, surtout, c'est la preuve de l'incapacité de la Droite et de Juppé à mesurer la réalité et la profondeur du malaise social, bien évidemment après la victoire de la candidature de Jacques Chirac à la présidentielle, parce que je pense qu'ils avaient parfaitement conscience en réalité de ce qui arrive par rapport à la situation économique du pays.
Je veux ici aussi dire que de ce point de vue, nous avons intérêt à dénoncer les pirouettes politiciennes de M. Pasqua ou le positionnement hypocrite de M. Seguin qui ne doivent pas être exonérés de leur appartenance à la majorité parlementaire et gouvernementale.
Aujourd'hui, j'en suis convaincu, se déroulera encore dans toute la France une manifestation d'ampleur, et je tiens, à ce propos, à rappeler la position de notre Parti, constamment débattue et délibérée, semaine après semaine, au Bureau national et exprimée par notre porte-parole, François Hollande :
Le Parti Socialiste confirme sa solidarité à l'égard du mouvement social et sait que de très nombreux militants Socialistes participeront encore aujourd'hui à ce temps fort de la mobilisation. Notre Parti entend laisser les organisations jouer leur rôle, tout en étant totalement solidaire avec le mouvement. Il s'oppose au plan du gouvernement et lui demande d'engager immédiatement une négociation.
Trop de temps a été perdu par sa faute. Il n'est plus supportable de demander aux Français les plus modestes de se serrer la ceinture alors que l'on octroie, depuis plus de trois ans, des exonérations et des dégrèvements par milliards au patronat.
La logique libérale imposée par la droite est dangereuse et inacceptable. La consommation des ménages chute, et le nombre des chômeurs s'est accru. Plus grave, il touche prioritairement les jeunes.

Fondation Jean Jaurès

Dans le cadre du rapport d'activité, je rappelle qu'à peine deux mois nous séparent du précédent rapport, et que cette période a été marquée par une intense activité que je déclinerai autour de quatre thèmes :
- l'analyse, l'accompagnement et le soutien aux mouvements sociaux,
- la préparation, la campagne et les résultats des élections partielles,
- la redynamisation de notre organisation interne,
- le lancement, conformément aux décisions des militants et de la Convention nationale du 14 octobre, des modalités et du calendrier de préparation des grands débats thématiques.

L'analyse, l'accompagnement et le soutien aux mouvements sociaux :

Le Bureau National a adopté, le 22 novembre, le rapport sur l'avenir de la protection sociale présenté par Elisabeth Guigou, qui avait fait l'objet d'un débat approfondi au sein des instances nationales, en collaboration étroite avec les groupes parlementaires, depuis le 8 novembre.

L'analyse de la situation, les critiques précises, cohérentes et argumentées à l'égard du plan Juppé sur la réforme de la Sécurité sociale, le rappel des propositions de la campagne présidentielle et l'évocation de nouvelles perspectives constituent la base commune des interventions des responsables du parti et des parlementaires tout au long du mouvement social en cours.

Dès le lendemain de l'intervention du Premier Ministre, le Premier Secrétaire, Lionel Jospin est resté en contact permanent avec les acteurs du mouvement.

Jean-Christophe Cambadélis, Harlem Désir et Jean-Louis Cottigny entretiennent depuis le début du conflit des relations étroites avec l'ensemble des acteurs de terrain ou responsables d'organisations syndicales d'étudiants, de cheminots, des Postes et Télécommunications etc.

De la même manière, le MJS a été présent au sein du mouvement étudiant tout au long des manifestations.

L'hebdomadaire Vendredi a diffusé notre opposition au plan Juppé dès le 17 novembre, la 4ème de couverture proposant des modèles de tracts à reproduire le 24 novembre et le 1er décembre.

Le n° 266 du 1er décembre a publié le texte intégral sur l'avenir de la protection sociale présenté par Elisabeth Guigou, un 4 pages a été faxé la semaine suivante à toutes les Fédérations en raison de la grève, à l'initiative de Manuel Valls.

A noter que le dimanche 17 décembre (donc demain), l'émission Expression directe du Parti, sur France 2, à 10 h 20, sera consacrée au mouvement social.

La Commission nationale Transports s'est de nouveau réunie le mercredi 15 novembre pour débattre du contrat de plan SNCF.

- La préparation et la campagne des élections partielles. Analyse des résultats.

Un certain nombre de documents ont déjà été publiés d'ailleurs, notamment par Gérard Le Gall, avec lequel je travaille et qui travaille auprès du Premier Secrétaire.

L'enjeu pour notre Parti est immense et les Français, déboussolés par les incohérences du couple Chirac-Juppé, cherchent une alternative. Politiquement, nous ne pouvons les décevoir, car la menace du Front National reste d'actualité, comme l'ont malheureusement montré les dernières élections municipales.

Collection Jean Jaurès

Dans une carte politique dominée, depuis 1993, par la majorité actuelle, les élections municipales, et par voie de conséquence les élections sénatoriales, cher Claude Estier, ont donné de bons résultats. 8 nouveaux sénateurs ont rejoint le Groupe Socialiste au Sénat. Les élections cantonales partielles, de la même manière, ont confirmé notre progression et ce sont au total 11 cantons qui ont été gagnés par la gauche, dont 6 pour le Parti Socialiste.
Il est d'ailleurs à noter que des candidats divers gauche ont été élus aussi dans ces élections partielles, mais c'est le fruit d'un choix politique effectué par nos fFédérations et ce n'est pas le phénomène que connaît la droite aujourd'hui, où des candidats divers droite battent quelquefois les candidats officiels de la majorité. On a pu connaître cette période, mais je crois qu'on n'est plus dans cette période et que, maintenant, c'est par des choix politiques de nos Fédérations que le soutien aux candidats divers gauche ou apparentés PS, non membres du Parti, se fait.
Nous ne pouvions pas nous arrêter en si bon chemin et l'année 1995 se termine par des résultats aux législatives partielles qui dépassent nos prévisions les plus optimistes et dont le signe avant-coureur avait été l'élection de notre camarade Jean-Jacques Filleul, qui avait battu l'ancien Ministre balladurien Bernard Debré, en Indre-et-Loire, fin septembre.
Les candidats de notre Parti, ou soutenus par nous, que notre Premier Secrétaire a été soutenir sur le terrain, l'ont emporté dans 5 circonscriptions sur 7. La gauche a emporté les 3 sièges qui, au premier tour, avaient mis nos candidats en position favorable. Dans les Hautes-Pyrénées, avec Pierre Forgues, en Seine-Maritime, avec Frédérique Bredin, et en Seine-et-Marne, où nous soutenions dès le premier tour le candidat du Mouvement des Citoyens, Pierre Carassus, ainsi que je l'avais proposé au Bureau national.
Dans cette circonscription, seule une gauche rassemblée pouvait faire barrage au Front National et éviter un duel droite/Front National au deuxième tour. N'oublions pas, en effet (et les Socialistes de Seine-et-Marne, notamment Yannick Bodin, ont parfaitement analysé la situation), que s'il y avait un candidat Socialiste (et moi, je tiens à le féliciter de son acte de responsabilité, c'est-à-dire de s'être retiré au bénéfice de Pierre Carassus), il y avait effectivement un fort risque (plus qu'un fort risque, la certitude, y compris au vu des résultats du premier tour) que la gauche Socialiste - que personne n'y voie de clin d'œil - soit éliminée dès le premier tour et que l'on ait effectivement un duel droite/Front National au second, alors que là, face à une droite divisée, éclatée, on a, par cette capacité de rassemblement, de dépassement de soi-même, que ce soit à titre individuel, pour Alain Greze, ou que ce soit collectivement, pour le Parti et la Fédération de Seine-et-Marne, réussi à conquérir ce siège.
Mais nous sommes d'autant plus satisfaits que, dans l'Essonne, avec notre camarade Jean-Marc Salinier, et dans le Rhône, avec Maurice Depaix, le Parti l'a emporté dans des circonscriptions traditionnellement à droite, particulièrement dans la 8ème du Rhône qui était celle du député Maillot, élu au premier tour largement.

C’est, mes chers camarades, convenons-en, un beau cadeau de Noël. Mais surtout, ce résultat est un cinglant désaveu pour le gouvernement Juppé et sa majorité qui voit, en son sein, monter des voix de plus en plus discordantes et s’aiguiser les appétits en même temps qu’il démontre notre capacité à rassembler à nouveau les électeurs et les électrices qui s’étaient éloignés de nous en 1992 et 1993.

Troisième élément : la redynamisation de notre organisation interne.

Sous l’impulsion du Premier Secrétaire, le Secrétariat national a procédé le plus rapidement possible à l’adaptation des structures d’activité du siège, aux nouvelles perspectives et aux définitions des délégations des Secrétaires nationaux, à l’affectation du personnel permanent dans un organigramme fonctionnel profondément remanié.

Les contours et les contenus de chacun des départements d’intervention ont été redéfinis, de nouveaux directeurs nommés, d’autres confirmés dans leur poste.

Une Commission mixte paritaire réunie par Alain Claeys, le 30 novembre, a permis de poursuivre et de baliser l’avenir des relations sociales au siège du Parti avec l’ensemble des permanents, dont les nouveaux représentants au Comité d’Entreprise et les délégués du personnel avaient été élus le 12 octobre 1995. Je veux saluer la compréhension et le sens de la responsabilité des salariés du siège national.

La Commission Economique a été remise en place par Pierre Moscovici, en présence de Lionel Jospin. Jean-Paul Planchou en est le président Elle se réunira de nouveau le lundi 18 décembre.

Elisabeth Guigou réunira la Commission nationale “Affaires Sociales” le lundi 18 décembre, en présence également de Lionel Jospin.

Une Commission de suivi des décisions de la Convention nationale du 14 octobre a été créée sous la responsabilité de Jean-Pierre Bel et de moi-même. Elle a pour but de mettre en œuvre, dans tous les domaines, les décisions ratifiées par le vote des militants lors de la Convention nationale du 14 octobre. Il peut s’agir de l’intégration des modifications statutaires décidées par le vote des militants comme la création d’un Comité Economique et Social consultatif, l’élaboration d’une Charte éthique, etc., et de tous les autres champs sur lesquels les militants se sont prononcés.

Plusieurs Secrétaires nationaux ont d’ores et déjà présenté leurs perspectives de travail ou le résultat de leurs réflexions.

- organisation des grands débats du Parti. Pierre Moscovici s’y est attelé, une circulaire a été réalisée, et même si un peu de temps a été perdu (enfin, perdu... pas par nous, pas par le mouvement social), si nous n’avons pu commencer les débats autour des thèmes mondialisation, Europe, France, le travail est lancé, Pierre Moscovici et son équipe préparent des débats à la fois internes et avec leur dimension externe, je pense que Jean-Christophe Cambadélis y travaille aussi d’une certaine manière et que, dès début janvier, il nous appartiendra de lancer le débat. C’est pour cela qu’il est souhaitable, en général, de ne pas clore un débat avant que de l’avoir commencé.

- plan d'action du Parti en direction des fédérations et des sections. Jean-Pierre BelL, Bernard Roman, Michèle Sabban ont travaillé et Jean-Pierre Bel a présenté un document que vous devez avoir et qui est un document prospectif, concret, pour nous mettre au travail au niveau des sections, avec, si possible, une réunion des Secrétaires de section en début d'année, mais aussi des fédérations, en synergie entre le siège national et les sections et fédérations du Parti. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a été intitulé plan d'action en direction des Fédérations et des sections. Je vous y renvoie, il est concret, dense, et il a été adopté dans nos instances nationales.

Alain Bergounioux a, mercredi dernier, présenté un plan d'action de formation ambitieux et en même temps à la mesure de nos moyens, mais surtout tourné vers les Fédérations et les Régions, parce que Alain Bergounioux, je crois à juste titre, souhaite que la formation, même si elle doit rester aussi un élément national de notre organisation, se décentralise, d'abord se décentralise, pour toucher le maximum d'adhérents, de nouveaux adhérents, et le faire en articulation et en aide aux fédérations et aux groupes de fédérations dans les Régions. Un certain nombre de brochures sont prévues pour relancer justement cette dimension de formation dans le Parti.

Les campagnes de communication et d'adhésion au Parti. Manuel Valls, François Hollande vont les présenter prochainement.

Notre ambition avait été de le faire avant, mais on n'aurait pas bien compris et je pense que nous aurions été à côté de la plaque, si nous avions lancé dès début décembre ou mi-décembre cette vaste campagne d'adhésion.

Certaines fédérations ont pris des initiatives heureuses, elles seront multipliées. Je pense notamment à la fédération du Nord, mais combien d'autres, et là-dessus, dès le début de l'année, nous serons en état de faire des propositions qui existent déjà.

Réflexion sur l'avenir de notre hebdomadaire : Manuel Valls et François Hollande travaillent pour que cet instrument utile le soit de plus en plus et qu'il y ait plus encore d'informations pour nos adhérents, pour celles et ceux qui reçoivent "Vendredi".

Les orientations budgétaires 1996 : Alain Claeys et son équipe ont préparé les orientations budgétaires du Parti. Vous savez les difficultés que nous avons de ce point de vue déjà depuis un c certain moment et Alain Claeys présentera bientôt, peut-être même la semaine prochaine, les orientations budgétaires de 1996.

Michèle Sabban, responsable du Bureau national des adhésions, a d'ores et déjà réactivé cette structure indispensable à notre développement. Un bilan de l'ensemble de ces propositions sera présenté aux premiers secrétaires fédéraux lors du déjeuner et plus largement, lors d'une prochaine réunion des premiers secrétaires fédéraux en janvier, parce que demain, il apparaissait difficile y compris en raison du Congrès du MJS et des difficultés de transport, de réunir les premiers secrétaires fédéraux toute la journée.

La FNESR a organisé avec succès le traditionnel petit déjeuner des élus Socialistes lors du Congrès annuel de l'Association des Maires de France en

présence de Lionel Jospin, Laurent Fabius et Claude Estier dans une atmosphère chaleureuse, constructive et riche de promesses. Notre camarade Bernard Poignant, président de la FNESR a réalisé un score plus qu'honorable dans l'élection du président de l'Association des Maires de France.
La FNESR et le Centre Condorcet ont organisé le 29 novembre une journée de formation à Villeurbanne pour nos élus régionaux sur le thème : les régions, acteurs de la lutte contre le chômage. Il y avait plus de cent participants.
Adeline Hazan et Pierre Moscovici présenteront prochainement un rapport sur la politique de la ville et le programme national d'intégration urbaine, que le gouvernement a renvoyé à janvier et dont nous pouvons déjà savoir qu'il n'aura rien à voir avec le fameux Plan Marchal qui avait été annoncé de grands renforts de publicité.
Sylvie Guillaume, Secrétaire national aux droits des femmes, a participé très étroitement à la préparation de la manifestation nationale pour les droits des femmes du 25 novembre à Paris. La mobilisation du Parti Socialiste a été tout à fait satisfaisante et remarquée.
Les conflits sociaux ont contraint Georges Garot et Jean Louis Cottigny à reporter les dates des réunions de la Commission Nationale agricole et rurale et de la Commission Nationale Entreprise.
Frédérique Bredin a apporté le soutien des Socialistes à la mobilisation des professionnels de la culture, à la manifestation organisée par le Syndicat National des directeurs d'entreprises artistiques le lundi 20 novembre devant l'Assemblée Nationale.
Gérard Le Gall a représenté le Parti à la conférence de presse du Carrefour laïque le 23 novembre.
D'autre part, Lionel Jospin a reçu une délégation de jeunes de banlieues et un groupe de travail sur les jeunes issus de l'immigration a été mis en place par Ahmed Ghayet, délégué auprès du Premier Secrétaire chargé de l'intégration.
Je tiens aussi à signaler la tenue du Congrès du MJS à Orléans, où Lionel Jospin interviendra et durant lequel sera élu le nouveau président du Mouvement des Jeunes Socialistes. Je veux d'ailleurs ici féliciter l'ancien président Benoît Hamon pour le travail qu'il a accompli depuis novembre 1993 à la tête du Mouvement.
(Applaudissements)
Ce rapide compte rendu d'activité qui figure en détail pour chacun des départements dans le dossier qu'on vous a remis ne serait pas complet si je n'évoquais pas la politique internationale du Parti.
Lionel Jospin, Pierre Guidoni Secrétaire national à l'International, et Henri Nallet, responsable national aux questions européennes, ont pris un premier contact avec les députés Socialistes français au Parlement Européen.
Comme faits marquants, on peut citer la rencontre du Premier Secrétaire avec Oskar Lafontaine, nouveau président du Parti Social démocrate allemand, Hocine Aït Ahmed, président du Front des Forces Socialistes, a été reçu par Lionel Jospin, après les élections présidentielles en Algérie. Le Premier

Fondation Jean Jaurès

Secrétaire a assisté aux obsèques de Itzhak Rabin, Premier Ministre israélien assassiné.
Le Parti a réagi aux grands événements d'actualité internationale sous forme de communiqués, de conférences de presse, du porte parole concernant les récentes élections en Pologne, les référendums au Québec et en Irlande, ainsi que sur les accords de Dayton sur la Bosnie.
Le Premier secrétaire a présenté au dernier Bureau national une première liste de délégués nationaux dont je veux faire remarquer qu'elle comporte 26% de femmes, mais cette première liste sera complétée d'ici janvier, en relation avec les secrétaires nationaux.
L'objectif, et il sera tenu, sera de dépasser la barre des 30%. IL manque, en effet, aujourd'hui dans cette liste un certain nombre de délégués chargés de secteurs importants comme la justice, l'environnement, le logement. Ils seront nommés, pour des raisons de convenance personnelles ou professionnelles notamment, ou parce qu'ils ont encore des discussions avec les secrétaires nationaux courant janvier, mais d'ores et déjà, il fallait faire que la première liste des délégués nationaux soit sortie pour que chacun soit au travail et que nous n'attendions pas, cela aurait peut être été souhaitable, de sortir une liste globale seulement, mais je pense que les délégués doivent être au côté des secrétaires nationaux au travail dès maintenant.
Enfin, les responsables de GSE, qui sont distincts des délégués nationaux, seront mis en place pour que le secteur entreprise qu'anime Jean-Louis Cottigny revienne à un plan d'action et que nous soyons en première ligne sur ce sujet et donc, de ce point de vue aussi, il y aura des propositions de faites.
Quatrième point : modalités et calendrier de préparation des conventions thématiques.
Conformément au vote des militants, le Parti a lancé les conventions thématiques. Dans l'année qui vient, se dérouleront trois grands débats : le premier début mars sur la Place de l'Europe et de la nation face à la mondialisation, dont le thème est aujourd'hui essentiel à la définition d'une politique réaliste de gauche. Le second, sur les acteurs publics et la démocratie, d'ici à l'été 96 et enfin, à l'automne, sur la redistribution.
Une circulaire de Pierre Moscovici a été envoyée à toutes les Fédérations, pour préciser les modalités de déroulement de ces conventions. Chaque débat s'articule autour de deux phases, une phase préparatoire au cours de laquelle des contributions seront demandées à tous les militants, et une phase d'élaboration et d'expression qui fera l'objet d'une synthèse soumise à nouveau aux militants et adoptée, le cas échéant, lors d'une Convention nationale.
Il ne me revient pas de rendre compte de l'actualité des groupes parlementaires, mais je me félicite de la mise en place d'une coopération régulière et efficace entre le Parti et les groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale, avec Laurent Fabius, du Sénat, avec Claude Estier, et du Parlement Européen avec Elisabeth Guigou.
En conclusion, chers Camarades, au-delà de la qualité de l'activité de notre Parti et du constat politique, s'ajoute aujourd'hui une dégradation économique dont le

gouvernement porte l'entière responsabilité et je crois qu'il est très important de le souligner dès maintenant parce que les conséquences en matière de chômage qui sont prévisibles pour notamment le premier trimestre 96, il ne faudrait pas que le gouvernement et que M; Juppé soient tentés d'en faire porter la responsabilité au mouvement social. Ils portent l'entière responsabilité de cette situation, parce qu'il est prévisible que le premier trimestre nous amène vers une récession, peut être même pour toute l'année 96.
Ceci ne peut que nous renforcer dans la nécessité de rénover notre Parti et de travailler, rassemblés, les militants le souhaitent, pour dégager de nouvelles perspectives, pour redonner espoir et confiance aux Français, car les Français sont aujourd'hui en droit de se demander si la France est gouvernée. Le constat est, en effet, peu flatteur : un Président de la République muet, un Premier Ministre sourd, une majorité sans projet politique, sans aucune perspective à moyen et long terme.
Après le Chirac de la campagne présidentielle, pourfendeur de la pensée unique, nous avons aujourd'hui un président dont l'unique pensée est de réduire les déficits et aussi de faire pousser quelques champignons dans le Pacifique. Et le gouvernement de M; Juppé, on voit ce qu'il fait, diriger autoritairement, sans concertation, sans dialogue. Le gouvernement de M; Juppé, c'est du balladurisme en plus autoritaire, en moins condescendant et plus méprisant.
Dans cette situation, les derniers résultats électoraux le prouvent, notre Parti redevient pour les Français celui de l'alternative politique. C'est cette responsabilité que nous devons assumer en rénovant notre Parti, comme l'ont souhaité les militants pour se mettre à l'écoute de notre pays, de ceux qui souffrent du chômage, de l'exclusion et de la politique actuelle, pour construire et élaborer des propositions fortes, de gauche, réalistes, et que nous nous engagerons à appliquer.
Car, mes chers Camarades, les Français garderont longtemps le goût amer des promesses trompeuses du candidat Chirac.
Nous devons continuer à travailler tous ensemble, pour agir face à ce gouvernement, comme nous y invite Lionel Jospin, avec sérieux, avec lucidité, à la place qui est la nôtre, celle d'un parti responsable, porteur d'espoir pour de nombreux Français.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Nous avons reçu les excuses de Laurent Fabius qui ne pourra pas assister à nos travaux parce qu'il est retenu par une importante réunion administrative des élus de Seine-Maritime.
Je vais maintenant donner la parole à Lionel Jospin, Premier Secrétaire.

Lionel Jospin

Mes chers Camarades,
Depuis la Convention nationale du 14 octobre qui a vu mon élection à la tête du Parti par le vote des militants, l'élargissement du Bureau national, la mise en

place d'un nouveau Secrétariat national, le temps a passé vite et s'est chargé d'événements.
Nous tenons notre Conseil national à un moment clé d'un très grand mouvement social. La journée d'aujourd'hui verra à nouveau dans notre pays de puissantes manifestations, à tel point que certains d'entre nous se sont demandés s'il fallait bien tenir ce Conseil national.
Nous avons pensé que les membres de celui ci qui ne participent pas chaque semaine au Bureau national ne pouvaient en un pareil moment être tenus à l'écart de nos réflexions et de nos décisions communes.
Quant à repousser notre réunion à demain, cela nous aurait fait courir le risque d'être moins nombreux, nous le savons bien, pour des raisons de transport, et d'ailleurs, demain, je dois clore le Congrès du Mouvement des Jeunesses Socialistes, et je n'ai pas l'intention de leur faire faux bond.
Quelle que soit l'importance d'un mouvement social, et celui là est considérable, la vocation de la Direction d'un grand parti politique de gauche n'est pas de s'y auto-dissoudre. Faisons donc de ce Conseil national une autre tribune pour ce mouvement en cours et nous vous proposons à cet égard un texte.
Deux mois après la Convention Nationale et mesurant le chemin parcouru, on peut définir ainsi le cours du Parti Socialiste : un parti qui travail, un parti qui accompagne le mouvement social, un parti qui gagne les élections, un parti qui prépare l'avenir.
Un parti qui travaille. Daniel Vailant vient de rendre compte dans son rapport d'activité de notre action depuis deux mois, je le remercie. Il a montré comment la nouvelle Direction s'est organisée, le caractère méthodique du travail entrepris, notre volonté de construire un instrument politique qui tienne la route pour longtemps.
Je remercie les Secrétaires nationaux pour leur engagement, et le bureau national pour avoir fourni chaque semaine le cadre de nos débats politiques et de nos décisions d'actions.
J'ai naturellement assumé la part qui me revient. Dans ce contexte, je veux saluer l'un d'entre nous : Henri Emmanuelli qui fait face, en raison des responsabilités qu'il a assumées en notre nom, à une situation difficile et lui dire notre solidarité et notre amitié.
(Applaudissements).
Je n'ai pas l'intention de doubler le rapport d'activité du secrétaire à la coordination, ni ceux des secrétaires nationaux, mais je vous invite à les lire dans votre dossier, car ils sont riches d'informations et donnent la mesure du travail entrepris depuis deux mois : mise en place du secrétariat, réorganisation et remotivation du siège, première mise en œuvre des votes des militants, et préparation des suivants, relance de l'activité de réflexion et de propositions, déplacement sur le terrain des secrétaires nationaux, jusqu'à ce que cela devienne moins facile, premier lancement d'actions internes ou externes, voilà qui rythme notre vie collective.
J'en parlerais bien davantage si le contexte social et politique ne me conduisait pas à centrer mon intervention d'aujourd'hui sur le conflit toujours en cours.

Fondation Jean Jaurès

Le Parti se trouve, comme toutes les autres forces politiques, ou sociales, confronté depuis trois semaines à un mouvement social puissant et original.
Si l'on cherche à comprendre les raisons de ce mouvement, on évoquera bien sûr un contexte politique. Le reniement brutal le 26 octobre par le Président de la République, après quelques mois de tâtonnements politiques et d'impossibles compromis entre des discours contradictoires, des engagements de sa campagne présidentielle, cela va avoir de puissants effets dans l'opinion.
Perte de confiance, sentiment d'avoir été abusé, frustration, ressentiment, ont composé un étrange cocktail et singulièrement inflammable. Nos concitoyens n'aiment pas être trompés.
Il fallait ensuite un élément déclenchant. Ce fut l'accumulation en quelques semaines de décisions ou de projets gouvernementaux inacceptables pour des catégories importantes de la population.
Hausse des impôts indirects, augmentation des prélèvements, gel des salaires dans la fonction publique, remise en cause des régimes de retraite du secteur public, bouleversement des institutions de la protection sociale, menace sur le statut des entreprises publiques, tout cela déclenche bientôt des grèves, et des manifestations chez les salariés du public.
Il fallait enfin un facteur aggravant, le style et la méthode du gouvernement Au début, c'est le goût du secret, la volonté de surprendre et de diviser, l'autoritarisme et l'arrogance du comportement qui s'imposent. Et puis, une fois le mouvement de protestations lancé, c'est la tentation de jouer le pourrissement ou l'épreuve de force. L'insensibilité à la détermination des grévistes et manifestants, l'indifférence aux difficultés des usagers, l'incapacité de négocier, y compris lorsqu'on accomplit des retraits, on les octroie au lieu de les concéder dans une discussion avec les dirigeants syndicaux.
La volonté de biaiser au lieu de parler franchement, l'arrière-pensée de remporter une victoire sur le mouvement plutôt que de le traiter avec respect pour chercher un compromis qui laisse à chacun sa dignité, voilà bien les marques de l'attitude du Premier Ministre, Alain Juppé, pendant tout ce conflit. Cette conception du gouvernement, cette façon de traiter un grand conflit social ne correspondent pas, à l'évidence, à ce qui est attendu dans une démocratie moderne.
Mais ces éléments n'expliquent pas tout, et d'autres causes plus profondes doivent être appréhendées et méditées. Il y a un arrière-plan historique, celui d'un salariat qui veut marquer là où il est encore libre de s'exprimer, sans la menace pour l'emploi, qu'il a consenti depuis vingt ans des sacrifices qu'il juge inégalement répartis, et qu'il supporte de moins en moins de voir les représentants de certaines catégories sociales ou tant de beaux esprits inviter à la rigueur et au sacrifice alors qu'ils évitent soigneusement de les appliquer à eux-mêmes.
Ces salariés souhaitent savoir à quoi servent ces sacrifices, qui les partage avec eux, et quand viendra le temps d'en récolter les fruits.
Il y a aussi la force d'un attachement à un contrat social que l'on sent menacé et les salariés du public, mais aussi plus largement les salariés du privé et beaucoup

Fondation Jean Jaurès

de Français par leur attitude compréhensive à l'égard de la grève, ont montré que pour eux la retraite, la protection sociale, l'enseignement supérieur, les services publics, étaient partie intégrante non seulement d'acquis, mais d'une certaine façon de vivre ensemble la République, d'être liés à un contrat social, héritier de grandes luttes inspirées des souvenirs de la libération et auxquels ils ne sont pas prêts à renoncer.

Ils veulent bien changer, ils ont souvent bougé plus que les autres, mais ils ne veulent pas voir détruire des parties intégrantes de leur vie sociale, et personnelle. Mieux vaut y réfléchir. Et c'est sans doute ce qui fait l'originalité de ce mouvement et de sa signification.

Par beaucoup d'aspects, ce mouvement est en effet remarquable. On a un syndicalisme faible, mais un mouvement fort, un syndicalisme divisé, mais un mouvement uni, un mouvement du public mais une connivence du privé, un mouvement qui gêne la population mais qui obtient son indulgence, un mouvement défensif mais qui a bousculé le gouvernement, un mouvement corporatif mais qui pose des questions d'intérêt général, un mouvement en forme syndicale, mais qui soulève les problèmes de notre société, un mouvement non pas centralisé à Paris et effervescent, mais un mouvement formidable en régions et profondément enraciné dans le pays. Un gouvernement qui provoque ou qui cède mais qui jamais ne négocie, une majorité qui suit, mais qui ne soutient pas et spécule déjà sur l'avenir du chef de gouvernement.

Un tel mouvement méritait de la part du Parti Socialiste engagement et respect, c'est ce que j'ai demandé au Parti et c'est ce que nous avons fait. Ni timide dans notre soutien, ni tuteur du mouvement, ni spectateur du conflit, ni émergé en lui, nous avons souhaité jouer pleinement notre rôle de Parti politique de gauche.

Respectueux des syndicats et de leur indépendance, conscients de leur division, nous n'avons pas voulu comme certains observateurs le souhaitaient, épouser la stratégie de l'un ou l'autre syndicat au risque de réduire notre politique à une sorte de politico-syndicalisme et d'épouser des divisions qui n'étaient pas les nôtres.

Nous avons dit notre opposition au plan Juppé, à l'exception de la maîtrise des dépenses de santé, que nous approuvons, nous avons affirmé notre solidarité et notre soutien y compris matériel au mouvement engagé et combien de maires et de municipalités doivent être félicités à cet égard, nous avons appelé nos adhérents syndiqués, assurés sociaux, étudiants, retraités, ou chômeurs, à participer aux manifestations auxquelles ont participé également dans leur ville nombre de nos élus.

Nous nous sommes exprimés dans le champ politique pour éclairer et convaincre nos concitoyens dans l'immédiat sur le terrain, à l'occasion des élections législatives partielles.

Nos groupes parlementaires à l'Assemblée Nationale et au Sénat, autour de Laurent Fabius, et de Claude Estier, ont mené dans des conditions difficiles les combats parlementaires qui convenaient, en particulier contre les ordonnances.

Nous avons informé et mobilisé nos militants pour qu'ils soient présents et ils l'ont été dans cette confrontation.

Nous avons interpellé le gouvernement et le Premier Ministre sur leur refus de négocier, dénoncé la tentative de monter derrière le RPR des Comités d'usagers contre les grévistes, tentative qui a d'ailleurs échoué piteusement.
Nous avons fait peser sur lui, le gouvernement, le poids de l'insatisfaction de l'opinion.
Aux côtés du mouvement mais à notre place, nous avons contribué à faire reculer le gouvernement, et je sais que les leaders syndicaux dans leur diversité nous savent gré de l'attitude que nous avons adoptée, l'opinion aussi l'a comprise.
Il est trop tôt pour tirer des leçons du mouvement social de ces dernières semaines, l'action est encore en cours, et la journée d'aujourd'hui est importante encore que nous voyons bien des évolutions qui s'esquissent, compte tenu des résultats déjà obtenus.
Même si ce mouvement a d'abord été un mouvement défensif, fait non pour conquérir mais pour sauvegarder, préserver, même s'il n'atteint pas tous ses objectifs, nous savons déjà aujourd'hui qu'il ne sera pas un échec mais un succès. Une démonstration a été faite, le gouvernement a reculé sur des points essentiels, comme sur les régimes de retraite, et le contrat de plan SNCF par exemple.
Il devra examiner avec les syndicats les problèmes qui avaient été oubliés, dès le lendemain de l'élection présidentielle : les salaires, la diminution de la durée du temps de travail, l'emploi des jeunes, même si je ne me fais aucune illusion sur la volonté de sa part de traiter ces sujets sérieusement.
Le Premier Ministre, quelle que soit l'issue du mouvement et contrairement à l'hymne qu'on voudrait commencer à jouer, sortira affaibli de la confrontation.
Il ne sortira pas en vainqueur mais comme un homme politique incapable de négocier des réformes et de traiter un mouvement social de façon moderne et digne.
Après la confusion des premiers mois du gouvernement, la non maîtrise, l'obstination, le mépris, dont aura fait preuve le pouvoir en place à l'égard d'un mouvement puissant et populaire, auront contribué à la maturation de l'opinion publique. Nous avons contribué utilement à cette prise de conscience. Les élections partielles le montrent.
Après des élections municipales contrastées mais positives, des élections sénatoriales où nous avons progressé le plus parmi les partis, les élections cantonales et législatives partielles qui se sont succédées depuis l'automne marquent un très net retour en grâce de notre formation politique auprès de l'opinion.
Le dernier week-end où nos candidats l'ont emporté dans 5 circonscriptions sur 7, y compris dans deux traditionnellement classées à droite, a été particulièrement significatif, même si les mouvements sociaux en France ont assez normalement fait passer ce résultat un peu au second plan.
On peut sans doute soutenir que ces événements ont joué un rôle dans ces succès et a conduit sans doute les électeurs et les électrices à pénaliser le gouvernement. La sanction citoyenne serait ainsi venue s'ajouter à la protestation sociale.

Fondation Jean Jaurès

Mais face au recul de la Droite, la faible progression du Front National et la forte poussée de la Gauche, le succès des candidats présentés, ou soutenu, au singulier, par nous témoignent d'un regain pour notre Parti.
Veillons à continuer à le mériter, notamment par notre unité, aux yeux des Français, avant si possible de le pousser plus loin.
Je veux en tout cas féliciter en votre nom Jean-Jacques Filleul qui avait donné l'exemple, Frédérique Bredin, Pierre Forgues, Maurice Depaix, Jean-Marie Salinier, ainsi que Pierre Carassus pour le Mouvement des Citoyens, leur résultat augure bien de l'avenir.
(Applaudissements).
Dès aujourd'hui en effet l'avenir est en question. 7 mois après l'élection de Jacques Chirac et la nomination d'un nouveau gouvernement, la déception et le trouble politique sont tels qu'on interroge déjà l'opposition pour savoir si elle est prête. Nous devrions être au début d'un règne. On nous pose déjà des questions de fin de règne !
Alors, cette opposition dit-elle qu'elle est prête ? Et on lui reproche d'avoir peu réfléchi. Dit-elle qu'elle est travaille ? Et on l'accuse de n'avoir rien à dire ?
Posé en ces termes, bien sûr, le choix est peu agréable. Il se pose heureusement autrement.
Sur beaucoup de points, les thèmes, les propositions précises et le résultat de la campagne présidentielle l'ont montré, nous savons où nous allons.
Sur la protection sociale, grâce au travail d'Elisabeth Guigou, et de ceux qui l'entourent, et après des débats au Bureau national, nous avons été prêts, quoi que l'on en dise, et d'ailleurs en ce qui concerne au moins nos adversaires, à quoi a-t-il servi qu'ils se préparent puisqu'ils font le contraire de ce qu'ils ont dit, et qu'ils gouvernent si mal.
Sur tous les sujets en tout cas ainsi qu'en témoigne la relance des Commissions d'étude, la création de nouveaux groupes de travail, la confirmation ou la désignation de délégués nationaux par thème, notre Parti est en train de relancer ou d'approfondir sa réflexion.
Le travail de préparation du grand débat sur la mondialisation de l'Europe et de la France, dont les problèmes français et européens d'aujourd'hui, nous montre que nous l'avions bien choisi, à commencer sous l'égide de Pierre Moscovici. De grands économistes sont auditionnés. La Commission économique et ses groupes particuliers se réunissent. Dès que des matériaux, des analyses suffisants seront rassemblés, un groupe de travail pluraliste, politique, sera constitué afin de proposer des textes pour la discussion de nos adhérents.
Une solide préparation technique, un débat démocratique, telle est la méthode d'élaboration, et vous savez d'ailleurs que la discussion peut commencer dès que vous le souhaitez à la base, sans doute en raison du conflit, à partir de janvier, pour faire remonter les préoccupations des militants vers la Direction.
Beaucoup de grands sujets, par ailleurs, vont faire l'objet de débats en France et en Europe.
Je reviens du sommet des leaders Socialistes de l'Union européenne à Madrid, avant le sommet de ce week-end. On sent, je peux vous le dire, les craintes que

Collection Jean Jaurès

suscitent chez beaucoup de participants, chez beaucoup de leaders, la perspective du passage à la monnaie unique, sous la contrainte des critères de convergence. Comment réaliser l'Union monétaire qui reste l'objectif affiché de chacun sans risque déflationniste ? Comment faire de la croissance et de l'emploi des exigences aussi concrètes que la réalisation d'un marché et d'une monnaie unique ? Comment réconcilier l'Europe avec ses peuples ?
Voilà ce qui a été la trame de nos discussions d'avant-hier.
Je prends un autre exemple.
Nous venons d'apprendre, et de la bouche du seul ministre des affaires étrangères, que la France allait participer aux travaux du Comité militaire de l'OTAN, rompant ainsi avec la position prise par de Gaulle en 1966, et jamais remise en cause depuis.
On a là un nouveau témoignage de la légèreté avec laquelle le gouvernement agit en tout domaine. On était en droit d'attendre que le chef de l'Etat lui-même s'exprime sur cette question qui relève de ses attributions, qu'il en fasse part aux chefs de Parti qu'il a reçus récemment, et j'en étais, qu'il consulte la représentation nationale sur une question aussi essentielle et aussi symbolique.
Rien de tout cela mais une décision souveraine annoncée par un exécutant.
Il convient que la Président de la République s'exprime sur cela. En tout cas, nous devons préciser nos positions sur toute une série de sujets qui concernent la défense, le formatage de nos armées, comme on dit, l'avenir de l'industrie d'armement, la conception du service militaire, devenir de l'UEO, liens avec l'OTAN.
C'est pourquoi nous remettons en place au début janvier une Commission défense et c'est pourquoi j'ai demandé à Paul Quilès d'assumer une délégation dans ce domaine auprès de moi.
Nouvelle politique économique, réforme de la fiscalité, politique des villes et contre l'exclusion, pour laquelle je pense constituer un Conseil des maires en liaison avec Bernard Poignant et la FNESR, renouvellement de notre politique européenne, défense et modernisation des services publics en France et en Europe, voilà quelques sujets parmi d'autres sur lesquels le Parti Socialiste aura à redéfinir ses positions et disposera de dossiers solides lors des prochaines confrontations avec le peuple.
N'est-ce pas ce que nos militants souhaitent ?
Rester fidèles à nous-mêmes, parfois se ressourcer, en même temps intégrer ce qui a changé, ce qui nous oblige à bouger, utiliser le temps d'opposition non pas seulement pour nous opposer avec ce brin de systématisme qui rassure, mais pour tirer des leçons du passé et pour préparer l'avenir.
Nos exercices de préparation ne seront pas académiques. Le mouvement porté et vécu depuis trois semaines par des millions d'hommes et de femmes en France dresse devant nous comme devant ceux qui gouvernent de hautes exigences qui concernent aussi bien les conditions quotidiennes de vie que l'avenir du pays.
Comme vous, je ne vois pas dans ce mouvement un refus de l'avenir, une crispation devant la réforme, un repliement corporatiste.

Collection Jean Jaurès

Un nouveau tour, pourquoi pas, que jouerait le fameux tempérament français ? Non. J'y vois un message, un avertissement, une démonstration, que le gouvernement aveugle et sourd comme je l'ai dit, s'emploie à détourner mais que les Français eux ont bien perçu : une volonté des acteurs de la vie sociale d'être entendus, écoutés et respectés, un refus des salariés de voir les sacrifices inégalement répartis, un désir des Français que soient indiqués clairement au pays et à l'Europe des objectifs mobilisateurs et dans lesquels ils puissent se reconnaître. Nous voulons préparer l'avenir. Alors, sachons lui donner du sens.
(Vifs applaudissements)

Le président - Après le rapport de Lionel Jospin et celui de Daniel Vailant, nous allons maintenant engager la discussion générale et j'ai quelques inscrits...
Christophe Clergeau...

Christophe Clergeau

Chers camarades, par son ampleur et son caractère inattendu, le mouvement social actuel nous conduit à accélérer nos débats et provoque des prémices de recomposition politique parfois inquiétantes.
Comment ne pas être en effet inquiet lorsque l'on entend d'importants responsables Socialistes s'acharner à discréditer l'Europe et confondre révolte des salariés et recherche des critères de convergence fixés à Maastricht.
Je comprends bien l'intérêt politique d'un tel amalgame. En effet, si la politique d'Alain Juppé est la simple traduction des critères de convergence et si cette politique est dénoncée par le peuple et la rue, alors la messe est dite, alors il faut renoncer à la monnaie unique et en tout cas à l'échéance de 1999
La droite nous tente ici un piège justifié au nom de la construction européenne une politique libérale brutale est injuste. Certains à gauches nous en tendent un autre : instrumentaliser le mouvement social pour disqualifier l'Europe. C'est inacceptable.
Nous devons rappeler que si la France est aujourd'hui en situation difficile vis-à-vis des échéances européennes, elle le doit au déficit créés par Messieurs Balladur et Juppé puisqu'au moment où le gouvernement de Pierre Bérégovoy a quitté le pouvoir, le déficit public était à 3,8% du PIB pur un objectif de 3% en 1997, et cet objectif était tenable sans nouveau drame social.
Les Français payent donc aujourd'hui la facture de la gestion de la droite, mais dans ce genre de situation, plusieurs politiques sont possibles, plusieurs répartitions de l'effort sont envisageables.
La maîtrise et la réduction des déficits publics est incontournable, monnaie unique ou pas, mais il est possible en même temps de payer la facture des déficits et de réduire la facture sociale.
Si nous n'avons pas su le faire dans le passé, c'est parce que nous avions renoncé à des réformes fiscales et sociales en profondeur, sachons nous en souvenir.
La révolte qui gronde aujourd'hui dans toutes les villes de France n'est donc pas une révolte contre Maastricht. Elle sonne le réveil d'une population accablée par

Fondation Jean-Jaurès

douze ans de précarisation, de chômage, d'appauvrissement, fruits de notre incapacité à mener des réformes et de la brutalité de la politique économique de la droite.
Cette crise est d'abord une crise d'espoir et d'avenir mais ceux qui, dans notre Parti, croient sincèrement en être de fidèles porte-paroles ne font que fragiliser l'idée européenne et sont en train de tuer l'Europe qui est notre principal facteur d'avenir et d'espoir, notre seule perspective de retrouver un niveau efficace de maîtrise collective de l'avenir de nos sociétés. En mesurent-ils bien les conséquences, oublient-ils que les pires dérives se nourrissent du désespoir social, du repli nationaliste ?
Il faut donc aujourd'hui remobiliser l'ensemble des Socialistes pour sauver l'idée européenne au cœur de notre projet.
Nous ne pouvons accepter qu'elle soit la victime des erreurs de la Droite. Il y a là une responsabilité historique pour cette génération politique qui doit gérer l'héritage de la génération, de la Résistance et de l'après-guerre.
Souvenons-nous que l'ancrage de l'Europe au cœur de l'identité Socialiste nous vient d'un livre à l'échelle humaine, écrit par Léon Blum dans les geôles de Vichy après l'effondrement de la troisième République. Entre l'Europe et le repli, il faudra choisir. Entre Léon Blum et Seguin, il faudra choisir. Et dans tous les cas, une chose est sûre, si notre Convention nationale, mondialisation, Europe, Nation, ne réaffirme pas avec force l'engagement des Socialistes pour la monnaie unique, sans délais supplémentaire, et pour l'accélération de la construction sociale et politique de l'Europe, si elle ne le fait pas, alors il y aura dans ce Parti une majorité et une minorité.
Notre deuxième sujet d'inquiétude est l'interprétation des résultats des élections législatives partielles car nous ne croyons pas qu'a priori, elles augurent de l'avenir. J'ai entendu comme vous tous les commentaires de très importants responsables de notre Parti qui indiquaient dans la Presse deux choses. D'abord que ces résultats validaient la démarche de rénovation menée par notre Direction. Ensuite, qu'ils montraient qu'aux yeux des Français, les Socialistes étaient devenus une alternative crédible.
Comme vous l'imaginez, je me suis réjoui que nous ayons fait autant en si peu de mois, et malgré tant d'obstacles.
Au moment même où ces déclarations ont été faites, se déroulaient de fantastiques manifestations rassemblant des centaines de milliers de Français.
Bien au-delà de la défense des services publics, de la retraite, de la Sécurité sociale, ce mouvement si puissant exprimait un besoin de vivre mieux, de vivre autrement, réclamait un nouveau projet de société, qui rende aux citoyens son droit de cité.
Je n'ai pas pu m'empêcher de rapprocher manifestations des uns et déclarations des autres.
Si nous sommes redevenus une alternative crédible aux yeux d'un électorat qui dans la rue clame son désir d'un autre projet de société, c'est donc que nous en avons un, qu'il est connu et qu'il est populaire. Mais où est ce projet de société ? Je ne l'ai pas encore rencontré.

Fondation Jean Jaurès

Depuis un mois, nos interventions au Bureau national autour d'un nouveau contrat entre les générations, d'un pacte social pour la redistribution des revenus et des pouvoirs, et surtout autour de l'impératif d'une réduction massive du temps de travail, sont restées sans réponse.
Il est vrai que mercredi, et à nouveau dans son intervention de ce matin, le Premier secrétaire a rappelé la nécessité pour le PS de mettre l'accent sur sa réflexion et ses propositions pour donner naissance à cette alternative que nous souhaitons proposer aux Français. Cela remet les pendules à l'heure. Heureusement, car si nous avons tant et si bien fait, pourquoi faudrait-il faire plus ? La rénovation sera alors achevée et le projet bouclé. Que deviendraient alors les réformes statutaires et la charte éthique souhaitées par les militants ou les débats de nos Conventions nationales.
Non, la rénovation n'est pas achevée, elle ne fait que commencer et quel projet serait le nôtre s'il se limitait à attendre que le rejet de la droite nous donne la faveur des urnes et assure notre retour au pouvoir.
Face à cette mise en évidence du risque permanent de retour de l'immobilisme, de la si fatale théorie du balancier, il nous faudra tous développer beaucoup de vigilance et surtout aller encore plus loin, accélérer et approfondir la rénovation des structures et des idées. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Christophe Cambadélis.

Jean-Christophe Cambadélis

Certes, il est difficile d'analyser un mouvement qui est en cours et de donner toutes les implications politiques, économiques et sociales. Mais peut-être est-il possible de donner quelques éléments de ce mouvement.
Pour ma part, j'y vois quatre éléments : d'abord un Président de la République absent, ensuite un Premier Ministre, Juppé, faible au moment de l'entrée dans le conflit et plus faible encore à sa sortie, un mouvement social qui réarticule l'espace public, enfin une gauche qui n'est plus l'ennemi, mais qui n'est pas encore l'ami.
Le Président de la République : Ce qui fut frappant, ce qui est frappant dans ce mouvement, c'est que le Président de la République n'a jamais été cité dans les manifestations ni comme un obstacle ou quelqu'un qui s'opposerait, ni comme un arbitre que l'on viendrait voir pour essayer de trouver une solution politique.
Le Président de la République, après avoir tourné casaque, fut absent de l'ensemble du débat, cherchant à chaque instant à échapper et échappant au conflit politique qui existait dans notre pays, et ceci n'est pas sans poser de problème. Le Président de la République élu difficilement, battu au premier tour des élections présidentielles, et ce rapport politique là pèse toujours u va peser dans le pays encore plus maintenant.
Quant à M. Juppé, les indices d'opinion, les éléments que l'on pouvait avoir, les partielles, indiquaient que le Premier Ministre était extrêmement faible dans

l'opinion, et ce n'est pas le résultat de ce mouvement, la fin peut-être de celui-ci, qui modifiera ce rapport de forces, bien au contraire.
Je crois que le Premier Ministre est affaibli à la sortie de ce mouvement. Il se retrouve dans u ne situation où il est d'ores et déjà contesté, il l'était auparavant, mais plus encore, par un certain nombre de responsables de sa majorité, ce qui posera des problèmes pour la conduite des affaires dans les mois et les années à venir.
Troisième élément, le mouvement social. Je partage cette idée que le point de départ de ce mouvement fut une résistance, un mouvement défensif, mais que la nature même de cette défense posait les problèmes de l'ensemble de notre société.
Ce qu'il est intéressant de noter pour tous ceux qui ont participé, vu, analysé, été voir les militants grévistes, c'est qu'il y avait une sourde volonté de contrôler leur propre mouvement, de faire en sorte que celui-ci soit unitaire, mais qu'il puisse être décidé, un peu comme si, trompé, on voulait pouvoir maîtriser jusqu'au bout le mouvement qui était en cours, ce qui imposait de la part des partis politiques, et principalement du Parti Socialiste, une attitude particulière que nous avons à mon avis bien menée.
Mais nous pouvons tirer un certain nombre d'enseignements. D'abord que le mouvement était profond. Ensuite qu'il s'articulait très fortement en province, enfin que nous n'avons pas vu de coordination émerger, que les syndicats étaient divisés, mais présents. Nous avons vu une CGT recentrée, Force Ouvrière déchaînée, et la CFDT abîmée, mais le mouvement syndical présent dans l'ensemble du processus.
Je crois que c'est un premier round, que ce qui était mis à l'ordre du jour parce que le secteur était protégé, qu'il s'agissait du public, se trouvera posé demain sous d'autres formes dans le privé, et il n'est pas certain que la question des salaires au niveau du privé ne surgisse pas dans les mois et dans les semaines à venir comme une manière de répondre à la question qui a été posée par le public.
Enfin, sans trancher le débat qui a commencé à surgir entre les nouvelles questions défendues par Rozanvallon et un certain nombre d'intellectuels et les questions sociales défendues par Bourdieu, est-ce que nous assistons à un mouvement qui est l'extrême fin d'une résistance politique et sociale, ou est-ce que nous commençons un nouveau cycle social ?
Peu importe à l'étape actuelle, le problème c'est que la question sociale est revenue à l'ordre du jour, réarticule le débat politique et décentre la question qui était présente dans la période précédente, c'est-à-dire la question de la préférence nationale, ce qui a amené un certain nombre d'éléments, y compris sur le plan électoral, avec l'affaiblissement, ou tout du moins la stagnation du Front National.
Alors la gauche, par rapport à cela ?
Je crois que la gauche n'était pas à proprement parler le débouché de ce mouvement social. Elle était présente, elle a donné un certain nombre d'indications, elle a joué son rôle, elle était en résonance avec ce mouvement social. Mais il va nous falloir maintenant exercer ou construire le pont entre

cette résistance, ce débouché du mouvement social et ses perspectives politiques.
C'est pour cela que je plaide, moi, pour ma part, pour que nous ne nous pressions pas, que nous ne cherchions pas immédiatement à trouver des solutions, mais que nous donnions un peu de temps à notre réflexion politique pour construire réellement cette alternative politique qui puisse prendre en compte ce que ce mouvement a voulu montrer au centre de son action.
(Applaudissements)

Le président - Alain Richard, ensuite Jean Poperen.

Alain Richard

Le maintien de cette réunion, et je crois qu'il était en effet tout à fait justifié, nous permet de nous interroger politiquement à un moment charnière.
Le mouvement social, on le voit bien, a changé de forme, il va passer à d'autres formes d'action. Une partie des questions qu'il a soulevées connaissent une solution politique par le recul du gouvernement, une série d'autres sont des questions de société et de long terme qui vont forcément peser sur notre réflexion et sur le choix de nos perspectives dans les prochains mois de débat du Parti.
Mouvement social ou mouvements sociaux. Sans aller plus loin dans la réflexion, dans l'analyse de cet ensemble d'actions, il faut noter une première chose, c'est qu'il n'était pas prévisible, y compris par nous. Ce qui a coloré immédiatement nos réflexions et nos débats dans la journée qui a suivi la déclaration de Juppé ne prenait pas en compte la masse considérable des Français qui allaient se mettre en mouvement, et l'analyse de ce mouvement évidemment encore très superficielle nous oblige quand même à regarder l'enchaînement de ce qui a fait la montée de la protestation d'un si grand nombre de couches populaires, les mesures massives d'austérité sociale du plan Juppé sur l'ensemble du système de protection sociale, le dossier spécifique des retraites des salariés du secteur public dont on voit bien que c'est celui qui a tout de même fait monter un mouvement de protestation le plus rapidement, Des tensions professionnelles et des tensions de secteurs lourdes dans plusieurs grandes entreprises publiques, la SNCF était déjà sous les projecteurs, mais on voit bien que la Poste ou France Télécom, par exemple, ou EDF, sont aussi des enjeux lourds, donc les salariés sont déjà pré-mobilisés. Et puis des difficultés post-universitaires après deux ans d'étouffement du Plan universitaire 2000.
Je crois toutefois que même si on voit bien un certain nombre de contours de la protestation pilotée, conduite par le secteur public au sens large, il y a une question importante qui est la question de l'attitude générale et du choix politique qui commencent à se déplacer chez les salariés du secteur privé. C'est toute la question de la grève par procuration.
Je crois que c'est une réflexion sur les mouvements de société de ces dernières années qui est très exigeante pour nous.

Fondation Jean-Jaurès

Il me paraît assez visible, mais on aura forcément besoin de le regarder de plus près, que cette attitude de sympathie sans entrée directe dans le mouvement d'une grande proportion des salariés du secteur privé exprime - je rejoins une partie de ce que disait Jean-Christophe tout de suite - un ressentiment, une volonté sourde et encore imprécise de changement, réagissant négativement à une évolution sociale de longue durée qui est derrière nous. C'est-à-dire qu'il y a dans ce mouvement, à mon avis, toute une série d'éléments de protestation et de remise en cause, de changement lent et dispersé de la condition sociale des salariés du secteur privé. La question de la productivité, des tensions et des pressions de plus en plus fortes sur la vie de travail liées à la baisse d'effectifs, la question de la précarisation qui est quand même la raison première de la quasi absence de journées de grève dans le secteur privé, c'est-à-dire la pression sociale immédiate du "ferme ta gueule ou tu prends la porte". Donc quelque chose qui s'accumule sur la conscience des gens pour leur faire sentir qu'ils sont vraiment revenus à une situation de régression directe, la réduction de toute une série d'avantages matériels qui accompagnent la stagnation du revenu et souvent sa baisse, compte tenu des prélèvements sociaux, et le sentiment de creusement des inégalités avec les catégories sociales les plus favorisées.

De ce point de vue, d'ailleurs, je mets en garde, dans notre expression publique, contre toute tentation de confondre l'élite, qui peut correspondre à quelque chose qui repose sur la réflexion, sur le savoir et sur la pensée, et l'establishment qui repose simplement sur une situation sociale acquise.

Donc je crois que bien que ce mouvement n'ait pas débouché, bien que la participation du privé soit restée une participation un peu de soutien politique, de non protestation, cela définit une question clé pour notre orientation politique des prochains mois : trouver des termes d'identification politique pour les salariés du secteur privé qui considèrent que toute une partie de leurs éléments de cadre social ont été détruits au cours des dernières années.

Ce mouvement, qui va donc changer de forme, il a des suites qui sont autant de rendez-vous pour nous dans la vie politique.

La situation des grandes entreprises publiques en débat est gelée, mais cette question va se rouvrir dans les mois et parfois dans les semaines qui viennent. La résorption des difficultés financières de la SNCF ou l'adaptation de France Télécom à l'ouverture du marché des télécommunications sont des débats sur lesquels nous aurons de toutes manières à prendre position dans les deux, trois ou six mois qui viennent au maximum.

Le Plan Juppé, les ordonnances vont commencer, et donc le débat, y compris dans le pays, va se poursuivre sur des questions clés, certaines sur lesquelles nous avons une position plutôt favorable, compte tenu de nos engagements passés, comme les mesures de limitation des dépenses dans le secteur libéral de santé, mais aussi les mesures de réorganisation hospitalière qui nous placeront devant des contradictions beaucoup plus difficiles, et toute la question de l'augmentation et de la répartition des prélèvements. Et je veux souligner que s'il y a un point qui risque de nous poser question dans l'expression publique du Parti à assez courte échéance, c'est bien celui-là, parce qu'au moins sur ce point

là, nous n'avons pas eu de difficultés de communication après l'annonce du Plan Juppé, nous avons convergé, nous avons, je crois, fait passer notre message sur le thème de l'injustice des prélèvements, et compte tenu de notre position politique, de notre rôle de parti d'alternance, inévitablement nous aurons à creuser un peu plus la question et à expliquer au nom de quoi nous trouvons ce système de prélèvement injuste, et par conséquent vers quoi nous voulons orienter un système de solidarité et de redistribution des revenus et de financement du service public et de la protection sociale.
Je crois que c'est une tâche difficile et relativement urgente pour nous.
Elle me conduit à faire quelques réflexions sur la position du Parti dans l'opposition, réflexions qui se déroulent quand même dans un cadre optimiste, puisque quand on regarde l'évolution de notre situation au cours des derniers mois, on voit bien qu'elle est une position de consolidation continue de la présence du Parti au centre de l'opposition à la droite au pouvoir.
Mais pour donner quand même une indication sur les limites des choix stratégiques qui sont devant nous, je voudrais faire une ou deux observations sur la situation du Parti Communiste qui après tout, du fait des thématiques qu'il utilise depuis beaucoup d'années avec une grande constance, devrait être normalement un des grands bénéficiaires de l'évolution de société que nous avons constatée ces derniers mois.
Le Parti Communiste est relativement cohérent dans le contre modèle social qu'il esquisse, très anti européen, très redistributif, très ancré sur la défense des statuts publics. Or, il avait échoué, et en 1993, lorsque nous, nous avons connu de graves reflux que nous avons en mémoire, il a également échoué dans la compétition du premier tour avec ce que représentait Lionel Jospin en 1995, et même avec le coup de piston que pourrait représenter l'ambiance de mouvement social où viennent de se dérouler les partielles, le Parti communiste non plus d'ailleurs que Lutte Ouvrière, les candidats de Lutte Ouvrière qui étaient présents partout ont fait deux fois ou deux fois et demi moins en pourcentage qu'Arlette Laguiller en avril.
Donc, ce qui s'est passé, alors que les candidats que nous soutenions, alors que nous gagnions entre 12 et 15% par rapport à 1993, montre que la technique de l'opposition intégrale, absolue au nom d'un ancrage social très déterminé n'est tout de même pas à soi seul une boussole qui permette de rassembler des éléments du mouvement social.
Pour fixer notre position dans l'opposition et dans la recherche de l'alternance, il faut aussi tenir compte de notre perspective européenne.
Ce débat va être au cœur de notre réflexion du premier trimestre, et ce que je souhaite, c'est que la façon dont ce débat sera porté par le groupe de travail responsable permette de lui donner sa plénitude politique dans le long terme, c'est-à-dire que ce qui est en jeu dans les perspectives politique européennes dont nous avons à débattre, c'est tout de même la question de la création ou non d'une grande puissance capable de porter un message au niveau mondial, capable d'exprimer des conceptions de société et je dirai même des conceptions de civilisation qui, si nous ne choisissions pas l'orientation vers la constitution

de cet outil international, géopolitique nous amènerait à nous demander ce que nous avons comme alternative pour porter un message de niveau mondial au nom de nos valeurs.
La deuxième question qui est aussi difficile, sera me semble-t-il le centre du débat et sera de savoir si nous pouvons décaler à notre gré, en fonction des situations sociales et politiques de chaque nation, l'échéance de constitution de la première base de cette grande puissance, la monnaie unique qui a été conclue collectivement il y a trois ans.
Alors, quant à nos taches des prochaines semaines ou des prochains mois, une question sur laquelle je voudrais réfléchir un instant, est la question d'affirmer un contre programme dès maintenant.
Il y a, me semble-y-il, un ou deux motifs de le faire parce que nous ne sommes pas maîtres du calendrier. On a bien vu, avec les emballements qu'a provoqué cette crise sociale, que le calendrier pouvait être bouleversé. N'oubliez pas le déchirement que va connaître la majorité de droite actuelle au cours de l'année 1996. N'oubliez pas aussi l'ingouvernabilité que peut provoquer en fin de législature la situation d'un gros tiers de la majorité législative actuelle qui se sait condamnée. Donc, nous pouvons ne pas être maîtres du calendrier.
Mais, en même temps, je veux souligner les inconvénients d'affirmer trop précocement un contre programme au nom de notre formation politique. Ce serait cumuler les difficultés du parti de gouvernement avec les difficultés d'un équilibrage d'une stratégie d'évolution, et le résultat des partielles, précisément, démontre que pour beaucoup de français nous sommes bien assez prêts comme cela, et ils ne nous demandent pas, de façon impérative et urgente, une précision, un cadrage total de l'ensemble de nos propositions politiques.
J'ajoute qu'il faut s'attendre à ce que la stratégie de la majorité actuelle, en prévision des législatives qui seront quand même un moment fort d'explication, risque bien d'être une perspective assez analogue à celle que l'on a connue en 1978, c'est-à-dire pas tellement affirmant ses valeurs, son projet, sa réussite, mais essentiellement cherchant à contester, à affaiblir le principal pilier de l'opposition et de l'alternance possible.
A ce sujet, je crois d'ailleurs qu'il faut que nous ne tardions pas trop à mettre en ordre notre argumentation sur la période 1988-1993. Notre défaite grave de mars 1993, les doutes qui l'ont suivi, restent dans notre propre langage très souvent, non seulement à l'intérieur mais aussi vers le public. Nous nous exprimons avec une approche essentiellement négative de ce que nous avons fait entre 1988 et 1993. J'en vois bien un certain nombre de justifications, n'empêche que si cela restait notre discours commun et que si c'était trop présent dans notre expression, cela pourrait être un boomerang relativement efficace, manié par nos adversaires dans la perspective de 1998, à partir du raisonnement simple : est-ce que vous croyez vraiment qu'il faut redonner la responsabilité de la gestion du pays à des gens qui sont aussi mécontents de ce qu'ils ont fait la dernière fois ?
Et puis, l'autre grand thème d'action de ces mois qui viennent, c'est évidemment de fixer les points durs politiques. Je fais bien une distinction entre réaliser tout de suite un programme bouclé, et simplement fixer les thèmes d'orientation

politique à partir desquels nous puissions définir des objectifs d'identification et de conduire une stratégie d'opposition. Cela s'accompagne d'un renforcement de la représentativité sociale du Parti. Je crois que l'on a bien vu encore dans ce moment là que spontanément un grand nombre des catégories sociales que nous défendons se tournent vers nous, mais que nous avons des relais fragiles.
Donc, aussi bien à partir de ce qui a déjà été fait par les droits des sympathisants sur le taux de cotisation, mais aussi sur les thèmes d'action des sections et des fédérations, je crois que l'on doit se donner des objectifs d'enracinement social, cela doit être véritablement un objectif concret pour l'année 1996.
Et puis, il faut, j'insiste sur ce point pour conclure, que nos débats des trois mois, des six mois qui viennent soient conclusifs. Autant nous avons intérêt à ne pas avoir de tabous, à ne pas avoir de préjugés, à ouvrir le champ de notre réflexion collective, autant il faut que la conclusion du débat soit une vraie conclusion. C'est, je pense, une des taches difficiles qui incomberont à Lionel Jospin au cours de ce semestre, de s'assurer qu'une fois que le débat a eu lieu, une fois que le Parti a tranché dans la forme qui sera choisie, souvent une Convention, la position acquise le soit avec des angles tranchés, peut être des désaccords, peut être des différences, mais qu'une position collective, solidaire, nous permette d'agir politiquement pour faire de l'année 1996 quelque chose de plus, quelque chose en progrès par rapport à l'année 1995.
L'année 1995 a été celle d'une véritable restructuration d'un parti majeur d'alternance, après la période de doute antérieure et autour de notre candidat à la Présidence et de sa réussite, l'année 1996 est celle où ce Parti doit maintenant se mouvoir, prendre des initiatives, placer le débat autour de ses valeurs en créant le mouvement progressiste à la fois sérieux et dynamique qui redonne au pays une perspective de progrès, non pas seulement de progrès social, mais de progrès de société.
(Applaudissements)

Le président - Jean Poperen, puis Harlem Désir.

Jean Poperen

Chers camarades, les derniers propos de prédominant, comme on disait naguère, Alain Richard, m'ont rassuré, c'est-à-dire qu'après avoir insisté, et on ne peut pas lui en faire grief, sur l'importance des propositions programmatiques, il a marqué qu'il fallait aussi surtout, le surtout c'est plutôt de moi, la direction politique, la direction stratégique, la perspective à offrir. Je crois que c'est l'exigence qui ressort globalement de ce que nous sommes en train de vivre, car cette grande secousse, même s'il semble que son paroxysme vienne de passer derrière nous, évidemment, n'est pas achevée. Nous sommes dedans.
Sur l'essentiel, je suis en accord avec l'analyse que, rapidement, le Premier Secrétaire a présenté tout à l'heure, et d'ailleurs avec, en effet, l'essentiel de ce qu'a été le comportement, qui n'était pas facile, du Parti Socialiste dans cette crise.

Fondation Jean Jaurès

Ainsi, mon propos, sinon il n'aurait guère de justification, tend plutôt à avancer quelques propositions, mais en prolongement de ce qui a été dit, et en concrétisation de ce qui a été dit, et pour la suite.
D'abord, comment apprécier ce qui s'est passé ?
Lionel Jospin en a parlé, quelques autres depuis, d'autres y reviendront.
Quel type d'événement ? Mais cela court la presse et les médias, et naturellement, ce n'est ni pour me surprendre ni pour me contrarier.
Première grande révolte, a-t-on écrit, contre les effets de la mondialisation. Nous y sommes. Le mouvement social d'un grand pays industriel dit : nous ne voulons pas, nous ne voulons plus faire les frais de cette grande mutation qui en effet s'opère, qui est inexorable, en travers de laquelle comme processus historique on ne peut pas se mettre (c'est là, comme d'autres grands processus historiques se sont développés), mais comment répartir la charge des conséquences de cette transformation ? C'est tout le sujet.
Et, l'appréciation globale qu'en ont les gens, c'est que pour le moment c'est le salariat, l'expression reste bien confuse, j'en conviens, il faudra préciser un peu nos définitions dans les mois à venir, enfin disons la masse des petites classes moyennes qui ont supporté les effets de ce changement. Et nous le sentons. Il ne faut pas nous dire après : on l'avait prévu. Non, on ne l'avait pas prévu. On ne prévoit jamais exactement les événements, mais enfin souvent, nous avons fait allusion, et des élus comme moi, notamment dans ces secteurs de périphérie de grande agglomération, ont entendu des gens nous dire, que nous connaissions bien : cela va péter, cela ne peut pas continuer, c'est intolérable... Il y aura à un moment ou à un autre l'explosion et la crise. Nous y sommes, c'est intolérable.
Il y a donc une révolte, une protestation très forte contre cet intolérable, avec bien sûr de grandes inégalités, et l'une des remarques qui a été faite, c'est que massivement, globalement, le salariat du secteur privé ne s'est pas engagé directement dans la bataille. Mais, en revanche, ce qui en dit long, il a manifesté chaque fois qu'il a pu le faire, majoritairement, même s'il faut éviter les simplifications, qu'il était plutôt d'accord et même là où il en souffrait de façon terrible dans sa vie quotidienne. Voyez les reportages... Pourtant, ils ont cherché, je peux vous dire qu'ils en ont interviewés des gens pour essayer de faire dire : "Ah vraiment, j'en ai marre, ces salauds, etc."
Une fois sur cinq, c'était cela, et encore... Mais, la majorité des gens interviewés, y compris par les grands médias disaient : "Oui, ce n'est pas marrant, il y en a marre, on voudrait bien que cela se termine, mais ils ont raison, mais on les comprend..." Quelquefois, c'est aussi : "Si on pouvait..." parce que cela, on l'a entendu assez souvent, si on pouvait...
Et là, nous revenons à la mondialisation. Si on ne peut pas, c'est que la pesée sur le marché mondial du travail, est formidable comme rarement on l'a vu, et que du coup, le choix est là : ou vous acceptez, vous endossez en rechignant, en protestant, ou sinon, c'est la porte. C'est bien cela le dilemme pour la grande majorité des salariés du secteur privé, d'où la remarque qui a été faite, expression que je n'aime pas trop, mais enfin elle dit bien ce qu'elle veut dire, d'une grève ressentie par ces gens du privé, par procuration, et donc le sentiment

qu'il fallait en effet plutôt que cela aboutisse, mais du coup, comme l'engagement de ces forces n'a pas pu être direct, pour le moment, ce sont seulement les objectifs de catégorie importante qui pour l'essentiel ont été atteints, ce qui n'est pas rien, et il serait grave de sous estimer les résultats obtenus. Ils sont là. C'est un succès, c'est une victoire.
Je crois que Lionel Jospin lui même le disait tout à l'heure, mais bien entendu, cette victoire est incomplète et c'est en ce sens que je disais : nous ne sommes pas au bout, il va encore se passer des choses, il va y avoir des développements.
Le second point, c'est que du coup, avec ces caractéristiques et pour certaines moins positives que nous l'aurions souhaité, c'est une grande confrontation sociale. On pourrait employer d'autres termes, d'autres mots, je m'en garderais, mais enfin, cela dit bien ce que cela veut dire, et là, je ne veux pas du tout tomber dans le défaut que dénonçait, avec sa véhémence habituelle, le premier orateur de ce matin après Lionel. Non, on n'est pas là) pour essayer de régler je ne sais quel compte, mais en même temps, il faut quand même bien voir que ce que nous vivons, comme tout grand événement chaque fois qu'il y a un grand événement, est forcément facteur de clarification et justifie certaines orientations et à mon avis, en infirme d'autres.
Alors, bien entendu, le débat n'est pas près de s'arrêter là-dessus, mais enfin vous me permettrez de penser qu'il y a un premier constat qui s'impose de façon aveuglante, c'est que la progression même des forces sociales et de la situation sociale se fait au travers de la confrontation.
Cela ne veut pas dire la guerre civile, cela ne veut pas dire qu'on s'étripe et je crois au contraire que la caractéristique pacifique du mouvement, en tout cas jusqu'à maintenant (j'espère que cela continuera), est une des caractéristiques très significatives par rapport à d'autres. Mais en même temps, oui, la confrontation, c'est-à-dire le choc d'intérêts.
Ce n'est pas seulement moi qui le dis. Ecoutez et regardez l'ineffable (si on ne l'avait pas, il faudrait l'inventer !), le caricatural, le significatif M. Rebuffel ! Vous l'avez vu et entendu !... (quelques sourires)... oui, oui, mais pardonnez-moi, ce n'est pas n'importe qui, M. Rebuffel ! Il est porte-parole de forces sociales dans le pays. Regardez-le, écoutez-le. Lui, il ne conteste pas la confrontation sociale, simplement il dit au gouvernement : "On vous a mis en place, c'est donc pour défendre nos intérêts et nous faire gagner contre ces affreux...etc."
Par conséquent, oui, confrontation sociale. Et il faut l'assumer, il faut l'assumer clairement, ne pas essayer de se tortiller pour échapper à cette réalité forte, qui domine, comme toujours (la configuration des forces peut changer, mais qui domine), la progression, l'évolution d'une société, en retenant ce qui, de nouveau et d'encourageant, a pu apparaître.
J'entendais ce matin (mais forcément, il reste sur son registre et, là, je n'ai pas d'espoir de forcer l'assentiment) un éminent éditorialiste, un des maîtres de la pensée dominante, Claude Imbert pour ne pas le nommer... (rires)... oui, mais il faut écouter Claude Imbert, comme il faut écouter M. Rebuffel… (rires)... ce n'est pas forcément agréable, mais bon... cela fait partie de nos servitudes... je

l'entendais y aller avec ses épithètes (c'est une bonne écriture, en général) sur ce mouvement syndical vermoulu...
Permettez, c'est une question qu'on s'est, y compris ici, souvent posée : n'était-il pas devenu un peu vermoulu ?
Moi, j'ai l'impression qu'il a été ragaillardi par l'événement. Je ne porterai pas de jugement sur les débats en cours, encore que je ne voie pas bien comment, compte tenu de ce que je disais tout à l'heure, on pourra s'éviter de le faire (parce qu'on pense comme ci ou on pense comme ça, on ne pense pas à la fois comme ci et comme ça, c'est très difficile... en tout cas ce sera très difficile à tenir), mais le mouvement syndical a retrouvé là une réelle vigueur et avec des caractéristiques éminemment positives.
J'entends des reproches qui ont parfois été faits, mais je trouve cela singulier et parfaitement contradictoire et illogique.
Quand même, l'un des griefs majeurs, de fond, de principe que nous avons pu faire à la CGT, même ceux qui étaient adhérents, qui sont adhérents de cette organisation syndicale, cela a été l'application pendant tant d'années, pendant tant de générations, de la théorie de la courroie de transmission. Bon. Je ne dis pas qu'elle est complètement coupée (elle est plus subtile...), mais enfin il reste que, pour l'essentiel, la conduite du mouvement s'est faite à partir des délibérations des assemblées militantes de base. Je vous le répète, je n'ai pas la naïveté de penser qu'il n'y a pas eu des coups de fil, naturellement, mais enfin c'est quand même une évolution dans le comportement dont il faut tenir compte.
A l'inverse, si j'ose dire, ou symétriquement, que n'avait-on dit pour déplorer que maintenant les syndicats ne jouaient plus leur rôle, c'était les coordinations... Là, non. Là, ce sont bien les organisations syndicales.
Alors, ce n'est pas nous qui devrions, me semble-t-il, nous en plaindre et minimiser l'importance de ce grand phénomène.
Beaucoup d'autres choses mériteraient d'être dites et on aura le temps de les dire, parce qu'on n'est pas au bout.
J'en viens donc (c'est la deuxième partie de mon propos et je vais accélérer) à ce qui, à partir de là, me paraît les propositions qu'on peut faire.
N'y voyez pas le signe d'un acharnement, d'une obstination mal placée, mais Lionel, toi-même tout à l'heure tu as dit : les gens refusent que le contrat social sur lequel ils ont vécu soit renié et qu'ils soient les victimes de ce reniement.
Je suis entièrement d'accord, mais tu es bien d'accord à partir de là que la question qui est posée, que nous devons poser (et cela, c'est notre rôle à nous, le plus grand parti de la gauche française, le Parti Socialiste, si ce n'est pas nous qui le faisons, qui le fera ?), est celle-ci : quel nouveau contrat ? Comment concrétiser, codifier si j'ose dire, les nouveaux rapports dans le contexte de la mondialisation ?
Toi-même, tu as dit l'autre jour : j'y réfléchis, j'y travaillerai, mais il y a urgence en effet à mettre un contenu derrière cette formule, encore que le choix de la formule par lui-même soit déjà un élément politique important.
Qu'allons-nous dire, disait Alain Richard tout à l'heure, dans les semaines qui viennent ?

Collection Jean Jaurès

Eh bien, moi, je dis : d'abord cela. A la lumière de cette grande secousse, il est urgent qu'ensemble, toutes les forces de progrès, nous définissions ce que doit être le contrat social de notre temps. Celui du début de ce siècle et du milieu de ce siècle, celui des "30 glorieuses" est caduc, c'est comme cela. Ce ne peut pas être le même parce qu'il y a ce phénomène que j'évoquais au début, ce formidable chambardement et nous ne sommes pas au bout.
Premier point.
Le deuxième, sans passer pour un fanatique aveugle de l'Europe, mais cela me paraît tellement évident, c'est que cette réponse-là doit être celle du mouvement social européen.
Si nous restons dans les limites hexagonales, comme cela a été le cas cette fois (c'est comme ça, c'est comme ça...), cela ne va pas pouvoir durer, parce que toutes les questions qui sont posées dans le cadre de la mondialisation le sont, en effet, au travers de l'Europe, et nous sentons bien que c'est à nous de prendre l'initiative de le dire au mouvement social européen, notamment des principaux pays de l'Europe, avec tout ce que cela implique d'efforts pour arriver à se mettre d'accord. Je sais que c'est facile à dire d'une tribune et très difficile à concrétiser ensuite, bien sûr, mais enfin il faut au moins avoir la volonté, il faut au moins donner la direction, il faut au moins que l'ensemble du Parti, d'abord, et des forces qui le soutiennent dans le pays, soient convaincus que cela se joue là-dessus, parce que sinon, alors, nous n'aurons que des batailles perdues ou à moitié gagnées et cela finira forcément mal.
Voilà, en gros, les deux directions sur lesquelles, à mon avis, il faut aller. Quels que soient les prolongements, les développements d'une crise dans laquelle nous sommes encore, il me paraît que cela, véritablement, s'impose et je souhaiterais, sous une forme ou une autre (et si ce n'est pas aujourd'hui, ce peut être dans quelques jours), que très vite nous donnions ces signaux forts. C'est de cela que dépend la consolidation, si j'ose dire, la capitalisation des gains... écoute, Le Gall, j'emploie tous les mots du vocabulaire !... et notamment des gains électoraux que nous venons d'engranger.
(Applaudissements)

Le président - Harlem Désir, puis Claude Fleutiaux.

Harlem Désir

Je crois qu'il est évidemment trop tôt pour tirer toutes les leçons d'un mouvement qui est encore en cours et dont, nous n'en doutons pas, l'onde de choc portera loin et dans de nombreuses directions.
Mais à côté des résultats directs dont le bilan ne pourra être fait que plus tard, je crois qu'il y a un certain nombre de points qui méritent d'ores et déjà d'être soulignés et dont tout Socialiste, me semble-t-il, peut se réjouir.
Je ne crois pas que ce mouvement soit inquiétant, contrairement à ce qui a été dit tout à l'heure.
Le mot "service public"' est réhabilité. Le mot "syndicat" l'est également, cela a déjà été souligné et, malgré la division, le mouvement s'est organisé avec eux et

n’a pas eu recours aux coordinations des années 80. L’action collective a retrouvé ses lettres de noblesse et elle impose déjà un début de dialogue social et de négociation, même s’ils sont insuffisants, à un pouvoir qui voulait décider seul.
Alors que rien ne menace plus notre société depuis le début des années 80 que l’atomisation des individus, la dislocation des liens sociaux, ces semaines ont vu s’instaurer une atmosphère d’entr’aide et de solidarité nouvelle dans les grandes comme dans les petites choses.
Petites choses : on se prend en stop, on s’héberge entre collègues, on se parle.
Grandes choses : les tentatives de dresser les Français les uns contre les autres sur des bases corporatistes ont échoué et, malgré la fatigue et les gênes, la majorité des Français a maintenu son soutien aux grévistes.
S’est ainsi développée la grève “par délégation” ou “procuration” de ceux qui, en raison de la fragilité de leur statut, ne pouvaient entrer dans l’action sous cette forme, mais qui expriment leur solidarité en maintes occasions.
Le succès des journées de mobilisation, y compris dans les plus petites villes, l’accueil fait aux cheminots dans les manifestations, ont montré que tous comptaient sur les noyaux durs du mouvement pour tenir, parce que tous partagent leur refus de la résignation et savent que des reculs dans le secteur public, contrairement à un discours qu’on a voulu imposer, n’augureraient rien de bon pour les salariés du privé, parce qu’au-delà des revendications particulières tous partagent la volonté de défendre les services publics, la protection sociale, l’avenir de l’Université.
D’ailleurs, le parti qui se nourrit de la résignation et du chacun pour soi”, du repli frileux et de la haine de l’autre, a, en condamnant les grèves, montré non seulement (cela, nous n’en doutons pas) qu’il n’est pas du côté du peuple, mais surtout qu’il redoute une telle dynamique qui redonne sens à la solidarité, au combat collectif et menace sa raison d’exister.
Le gouvernement Juppé, par ses attaques simultanées contre plusieurs des systèmes de régulation et de redistribution constitutifs effectivement de notre contrat social, a tenté ce que, je crois, on peut qualifier d’offensive de type “thatcherienne à la française”. Mais les années 90 ne sont pas les années 80 et il vient de se heurter à une résistance imprévue dont l’écho n’a pas fini de se faire entendre.
Certains ont voulu souligner dans ce mouvement son caractère essentiellement réactif, une réaction d’agressés. Mais je crois que c’est le propre de tout mouvement que de comporter à la fois une dimension de résistance et une aspiration à la transformation sociale.
Ce que montre ce mouvement profondément, c’est que les hommes et les femmes de notre pays veulent être responsables de leur avenir et que le temps où ils étaient traités en troupeau guidé par des pasteurs plus intelligents qu’eux, qui pouvaient en sacrifier une partie pour sauver les autres, est terminé.
Je ne crois pas plus à la thèse du “tous perdants” développée cette semaine par un hebdomadaire. Les perdants, ce sont ceux qui prétendaient désigner les fonctionnaires et tous ceux qui ont encore un emploi à durée indéterminée

comme des privilégiés. Les perdants, ce sont ceux qui misaient sur la division et la résignation pour étouffer ce mouvement social.
Je ne crois pas que cette crise traduise l'incapacité de la France à se réformer. Ce que traduit cette crise, c'est le refus, cela a été dit, d'une méthode de gouvernement arrogante, mais c'est le refus aussi de vingt ans de politique de rigueur, à quelques exceptions près, aussi inefficace à relancer l'économie et à résoudre la progression du chômage qu'injuste dans la répartition des efforts. Ce que refuse et ce que sanctionne finalement la France aujourd'hui, au travers de ce mouvement, c'est l'enlisement dans le défaitisme économique et social, c'est la soumission à l'idée qu'il n'y a pas, qu'il n'y aura plus assez de fruits de la croissance pour les partager entre tous, que jamais le pays ne retrouvera le plein emploi, que la désertification économique de régions entières est inévitable et qu'il n'y a pas assez de place pour tous ceux qui veulent faire des études supérieures.
Je crois que ce que sanctionne ce mouvement, c'est l'absence d'un projet de progrès clairement identifié et qui pourrait rendre acceptables des arbitrages et des efforts justement répartis.
Si ce mouvement nous interpelle nous aussi, c'est précisément parce qu'il appelle un tel projet bâti autour de l'ambition de s'en sortir ensemble, tous ensemble comme le clament les manifestants.
Il revient donc aujourd'hui à la gauche, et singulièrement aux Socialistes, de construire cette perspective. Cela veut dire inventer un projet économique de croissance et de partage, repenser une construction européenne qui n'a de sens que si elle est compatible avec nos ambitions sociales.
Franchement, croire que la construction européenne restera inchangée au terme de tels événements me semble non seulement hasardeux, mais tout simplement pas souhaitable.
Continuer d'ailleurs la construction européenne dans cette voie, ce serait jouer contre l'Europe. Le débat qui va s'engager au sein de notre Parti, qui l'est dans la société, ne me semble pas être pour ou contre la monnaie unique, mais la monnaie unique pour quelle politique économique ? Avec quel contrôle de souveraineté, quelle nouvelle régulation et redistribution face à la mondialisation qu'évoquait Poperen, et c'est plus que simplement la question d'une plus juste répartition de l'effort, mais c'est la question de nouveaux espaces, de nouveaux cadres de contrôle démocratique face aux effets destructeurs de cette mondialisation.
Pourquoi avoir peur de ce débat ? Pourquoi être inquiet du fait qu'il naisse et pourquoi vouloir l'enfermer avant même qu'il s'épanouisse ?
Je crois qu'il doit être ouvert et que, de toute façon, il ne pourra pas se tenir en vase clos, mais devra se faire en tissant là aussi des liens nouveaux avec ceux qui se battent.
Tisser des liens nouveaux, cela commence aujourd'hui par notre mobilisation au côté et dans le mouvement social, pour le soutenir, en éclairer les enjeux et les aider à gagner dans le bras de fer qui n'est pas terminé qui n'est pas gagné avec le pouvoir.

Fondation Jean Jaurès

Mais au-delà des événements présents, il nous faudra tisser dans la durée des liens nouveaux avec les acteurs sociaux, dans le respect de leur diversité, en tenant compte des évolutions en cours, et ceci aussi bien en direction du monde salarié que du monde associatif et des mouvements de lutte contre l'exclusion qui se sont développés ces dernières années.
Il nous faudra bâtir des relations plus équilibrées pour sortir d'une certaine méfiance qui a pu s'instaurer pendant les périodes où la gauche était au gouvernement, nous le savons. Ni instrumentalisation,, ni ignorance non plus. Nous avons besoin du mouvement social dans l'opposition, comme si le peuple en décide ainsi revenus au pouvoir, quand le changement ne se résumera pas au changement politique.
Le mouvement social a besoin de la gauche et des Socialistes pour que ses combats s'inscrivent dans une perspective politique plus large. Nous devons intégrer dans notre réflexion les expériences du mouvement social et ses efforts, y compris d'expertise sur la situation.
C'est cela aussi sortir de la pensée unique, sortir de la pensé e techno-libérale et cela pourra nous être utile au moment de penser, par exemple, le devenir des services publics face à l'Europe.
Tisser ces liens de façon permanente est une préoccupation qui doit s'inscrire dans notre fonctionnement, nos structures, nos méthodes de travail.
J'ai fait un certain de propositions et nous travaillons à leur mise en oeuvre.
Mise en place de délégués fédéraux chargés des relations avec le mouvement social et au-delà de ce travail de relations sur le plan de chaque département qui constitueront un véritable réseau d'alerte local et national sur les conflits et les luttes en cours.
Mise en place d'une Commission nationale du mouvement social au sein de laquelle se retrouveront des camarades du Parti investis dans l'action syndicale ou associative ainsi que d'autres pour réfléchir avec nous pour le suivi et l'analyse permanente des mouvements en cours, mais aussi de la place du mouvement social d'une façon générale dans la vie de notre pays.
Restera enfin, cela a été dit Daniel Vailant, à mettre en place avec la Commission de suivi des décisions des militants et de la Convention Nationale le conseil économique et social du Parti Socialiste.
Voilà, mes chers Camarades, quelques points d'appui parmi d'autres que nous pouvons nous donner pour mieux jouer notre rôle, pour être à la hauteur des attentes du pays, dans une époque de confrontation majeure où nous aurons besoin du mouvement social pour que l'emporte la voix du changement et de l'espérance que les Socialistes se doivent d'incarner.
(Applaudissements)

Le président - Claude Fleutiaux;

Claude Fleutiaux

Chers Camarades,

Collection Jean Jaurès

Je ne veux pas reprendre une analyse de l'ensemble du mouvement, mais simplement donner un ou deux petits coups de projecteur sur ce que nous apprend le mouvement sur l'évolution de la société et sur l'état de l'opinion.
D'abord, ce mouvement était fort puissant, dans la durée et dans la détermination. Je crois que la première leçon qu'on peut tirer, c'est que nous qui passons notre temps à regretter la faiblesse du mouvement syndical français, il va falloir que nous revoyions notre analyse. Je ne suis pas sûr qu'on ait raison de se contenter de constater qu'il y a un mouvement puissant, et qu'il y aurait toujours des syndicats faibles. Il y aura une interaction entre les deux, et le paysage syndical français a changé, ne serait-ce que quand on regarde l'image de la CGT, ce n'est plus la même chose qu'avant. C'est fini le temps où la CGT n'apparaissait que comme instrument prolongeant l'action du Parti Communiste. C'est quelque chose qui a énormément changé dans le paysage syndical, dont il faudra tenir compte.
C'est ensuite un conflit qui a su faire face à une hostilité forte de la part des médias qui on été beaucoup plus préoccupés par les difficultés rencontrées par les usagers que par les problèmes de fond que posaient les grévistes, hostilité aussi de la part de ceux qui se sont acharnés à expliquer que ce conflit était archaïque par rapport à des exigences de modernisation de la société ou ceux qui ont cherché à opposer usagers et grévistes. Et pourtant, ce conflit est resté populaire. Pour moi, ce n'est pas un conflit archaïque, mais profondément moderne. Il s'est appuyé sur une contestation tout à fait pertinente et globale de la société, de son fonctionnement actuel.
D'abord, il ne faut pas que nous laissions passer une occasion de dire et de rappeler que ce conflit, le véritable conflit, le véritable responsable du conflit, c'est Juppé, c'est lui qui l'a provoqué. L'action syndicale, les grèves n'ont été qu'une réaction à une politique qui apparaît aux gens de plus en plus insupportable. Je ne doute pas que, dans l'entourage de Juppé, il y ait des gens pour penser que, grâce à la durée, à l'endurance dont a su faire preuve aussi le gouvernement en face du conflit, quelque part, Juppé a peut-être gagné la partie.
Moi, je pense qu'ils se trompent, d'abord parce qu'il a dû céder beaucoup, il a dû céder en plus une chose essentielle, il y avait de la part de ce gouvernement la volonté de profiter très vite du rapport de forces un peu brutal, d'où un ensemble de projets en même temps, et le refus des grévistes, et aussi le refus de cette approche systématique globale de l'ensemble des réformes.
Je crois que, là, ils sont obligés de séparer les différents problèmes et de revenir sur cette démarche qu'ils avaient envisagée ; une brèche a été ouverte, les reculs faits sur les régimes spéciaux, sur la question du service public, tout cela ne restera pas sans suite et on ne peut pas penser que cela n'aura pas de conséquences sur ce qui va être décidé à l'avenir.
Enfin, dernier point, une des leçons qu'on devra tirer de ce conflit, c'est que la démonstration vient d'être faite que ce n'est pas parce que la droite a tous les pouvoirs dans le pays qu'on ne peut pas la faire reculer sur ses projets. Elle se pensait en mesure de réaliser tout ce qu'elle voulait, elle a dû renoncer.

Il y aura donc reprise sans doute du travail, c'est ce qu'on sent, mais elle ne se fera pas sans lendemain, le conflit n'est pas terminé, qui pourrait croire d'ailleurs que la grève dure aussi longtemps compte tenu des souffrances que cela représente pour les grévistes, je pense que les choses reprendront sous d'autres formes.
J'en viens maintenant à un autre point qui est notre rôle, notre place dans le conflit, à côté du conflit, et demain lorsque ce conflit sera terminé ou du moins dans les dernières phases qu'il connaît.
Je voudrais écarter les reproches qui ont été formulés ici et là, sur le fait que d'autres attitudes auraient été possible de la part du Parti. Je pense que ce n'était pas possible et que l'attitude adoptée était la bonne, tant la Direction du Parti que nos Groupes parlementaires ont été à leur place, ont eu le bon ton, ont occupé leur place et notre terrain.
Par contre, je pense que nous entrons désormais dans une phase nouvelle, je pense surtout si le conflit doit se terminer que nous entrons dans cette phase où désormais le politique doit reprendre le relais du mouvement social. Je crois qu'on nous attend aujourd'hui, que la balle d'une certaine façon est dans notre camp.
Je disais que les grévistes ont exprimé une contestation globale du système. Donc, notre réponse à nous doit être aujourd'hui une réponse à terme de politique alternative à proposer au pays, politique alternative dont le pays a besoin.
Quelques questions se posent naturellement. D'abord, la critique du gouvernement doit moins porter sur la méthode, sur l'absence de concertation et de dialogue social que sur la politique libérale qui sous-tend le Plan Juppé. Il faut remettre un peu plus l'accent là-dessus. On entend trop, y compris dans nos rangs, parler de l'incapacité du gouvernement à mener le dialogue.
Quelquefois, la critique sur la forme pourrait laisser penser que nous ne sommes pas assez pertinent sur le fond, ce qui n'est pas le cas car nous avons des propositions, nous avons montré dans les discussions récentes au Bureau National que nous étions tout à fait en mesure, en quelques séances, de proposer une position alternative sur la Sécurité Sociale.
Deuxième question : est-ce que ce mouvement, ces revendications ne seraient pas en contradiction avec notre projet européen ? Moi, je pense que c'est non, et clairement non.
L'Europe est le niveau de réponse pertinent à la mondialisation de l'économie et à ses conséquences. La monnaie unique est le bouclier dont nous avons besoin et si les critiques de convergence sont si difficiles à atteindre, qui peut croire qu'elles ne peuvent pas être adaptées si la volonté politique d'aboutir est forte.
Qui peut croire qu'on aura réussi à unifier monétairement les deux Allemagne en aussi peu de temps et qu'il faudra autant d'excès de rigueur pour réaliser l'unité politique de l'ensemble de l'Europe.
Bien entendu, il y a d'autres questions sur lesquelles je n'insiste pas parce qu'elles ont été évoquées juste avant, c'est sur notre stratégie de changement. C'est évident que notre projet devra s'appuyer sur ce mouvement, qu'il nous

Fondation Jean Jaurès

faudra réfléchir aux liens à tisser avec les syndicats, nos partenaires aujourd'hui déjà dans l'opposition et sans doute demain si nous revenons au gouvernement;
J'en viens à un dernier point : peut-on nous dire : d'accord, la balle est aujourd'hui dans notre camp, mais ne soyons pas impatients, dans quelques semaines, nous allons avoir une convention importante sur la mondialisation. Cette convention, elle va entraîner beaucoup de discussions, elle va charrier un peu toutes les questions que nous avons évoquées aujourd'hui, donc patience.
Il ne faut pas modifier le calendrier, il faut tenir ces conventions comme elles sont prévues, mais je ne suis pas sûr que l'opinion ne ressente pas comme un certain vide, un certain silence si avant ces conventions, nous n'exprimons pas déjà très fortement un certain nombre de choses.
Je pense qu'il y a un terrain sur lequel il est impératif que nous rebondissions à la suite de ce conflit et ce terrain, c'est le terrain de l'emploi. Je crois, mes chers Camarades, qu'il y a eu un rejet de cette politique globale, centrée exclusivement sur des préoccupations purement financières, caractérisée par l'annonce d'une succession de prélèvements.
Pas une seule fois, vous l'aurez noté, dans ses propositions, lorsque le gouvernement a cherché à expliquer sa démarche, pas une seule fois, il n'a rattaché ses propositions à la préoccupation de l'emploi.
C'est une politique exclusivement menée dans le cadre de la lutte contre des déficits et cela ne fait pas une politique suffisante et satisfaisante. Or, la préoccupation des gens, leur première préoccupation, cela reste l'emploi et aucune proposition, aucune perspective qui ne s'inscrit pas dans cette préoccupation-là aujourd'hui n'est recevable aux yeux des gens.
Je crois que c'est sur cette question qu'il faut rebondir demain. Si on a un appel qui nous est proposé, je pense qu'il faut qu'il y ait des choses qui évoquent l'emploi.
D'abord, on a des choses à dire, on a eu une campagne où un candidat a fait des propositions, on a eu une convention emploi, un congrès qui a arrêté des propositions, nous ne sommes pas sans idées et sans propositions.
Les parlementaires bénéficient désormais d'une nouvelle procédure qui leur permet de faire passer dans la discussion des propositions de lois. Pourquoi ne pas leur suggérer de mettre l'accent sur une proposition relative à la réduction du temps de travail ? Vous savez que le 21, il y aura le Sommet. Le CNPF demande déjà son renvoi en janvier, que la question des salaires ne soit pas abordée et surtout pas la question de la réduction du temps de travail; Gandois disait : "légiférer aujourd'hui sur la question de la réduction du temps de travail serait une sottise." C'est pour cela que je pense que, pour notre part, il faut que nous soyons aujourd'hui offensifs sur ce sujet. Mes chers camarades, et c'est ma conclusion, je crois que cette journée ne doit pas se terminer sans qu'un signe très fort soit donné. Le Parti Socialiste a bien compris le message des grévistes, et je pense que reprendre l'offensive sur l'emploi serait une manière de montrer et d'avoir cette signification forte.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Marie-Noëlle Lienemann puis Catherine Trautmann

Marie Noëlle Lienemann

Mes chers camarades, certes nous avons vécu, nous vivons encore un formidable mouvement social mais le plan Juppé et sa logique destructrice sont toujours là !
Notre peuple s'est levé, mais le rouleau compresseur de la dérégulation libérale ici, comme ailleurs, risque de se poursuivre.
Bien sûr, il y a eu des avancées importantes, je pense en particulier à la SNCF, au régime de retraite, mais le cœur du dispositif n'a pas été atteint. Et cela pose pour nous, Socialistes, la question de savoir comment nous pouvons encore aujourd'hui peser sur la confrontation engagée, et ce que nous pouvons faire pour prolonger politiquement ce mouvement.
A vrai dire, je crois que la question que nous devons d'abord trancher est de savoir si nous sommes d'accord sur les enjeux politiques de la période, et sur l'espace politique que nous devons dégager.
Soit nous pensons que la mondialisation, la dérégulation libérale qui est en cours, sont inéluctables, que nous n'avons que quelques marges de manœuvre pour veiller à ce que, ce que moi j'appelle "le rouleau compresseur" soit accompagné socialement d'un amortisseur, soit un peu plus justement réparti, en tout cas que les efforts soient un peu plus justement répartis, que cette évolution doit pouvoir se faire dans la concertation et dans la négociation, mais qu'au fond la logique est incontournable ; soit nous pensons que les sociétés développées, et en particulier la société européenne, vont dans l'impasse, que la destructuration du modèle social qui fonde la cohésion de nos nations est possible, et que l'identité de l'Europe et de la France est menacée par cette dérégulation, qu'elle ne pourra pas avoir lieu sans un coût social , humain, culturel et identitaire majeur, et qu'à partir de ce moment là, non seulement il est inacceptable, mais il risque de nous amener aux heures noires que nos ancêtres ont connues, qui était le fascisme, ou la monté des nationalismes.
Et si nous pensons, comme je le pense, que la dérégulation mondiale libérale, telle qu'elle se met en œuvre est inacceptable, elle met en cause le fonctionnement même de notre identité, que par ailleurs une société commence à la refuser, alors notre politique est autre.
C'est d'abord une politique de résistance, et une politique de ce que j'appellerai de ruptures, avec un s, pas l'An 01, mais de réformes radicales qui ouvrent une voie nouvelle.
Soit nous pensons que nous avons cela comme enjeu, résister d'abord, réinventer des réformes radicales et une voie nouvelle, soit nous pensons que nous n'avons pas les marges de manœuvre qui nous permettent d'avoir une telle ambition.
Moi, je crois qu'il faut l'avoir, parce que c'est la fidélité à notre identité, il faut l'avoir parce que c'est la fidélité à l'esprit républicain de la France, il faut l'avoir parce que notre pays et l'Europe doivent constituer une alternative à la vision anglo-saxonne capitaliste financière.

Fondation Jean-Jaurès

Et à partir de là, de ces choix là, la manière dont nous avons vécu le conflit, la manière dont nous devons le prolonger effectivement s'éclairent de façon différente, et alternative.
Moi, je ne crois pas que c'est du conservatisme que de résister, je ne crois pas qu'on ne fera aucune réforme majeure dans ce pays si on n'a pas montré qu'au moins sur un sujet, on peut dire non , que la borne est franchie, et qu'au-delà nous refusons de passer le cap.
Il y a deux sujets où l'affrontement peut être à la fois majoritaire dans le pays, et signifiant pour notre projet, c'est d'une part le service public, et d'autre part la sécurité sociale.
On ne peut pas nous reprocher de ne pas avoir dit dès le bureau exécutif, où nous avons un document sur notre conception de la Sécurité Sociale, que nous, nous pensions que nous étions en train d'aller vers un affrontement majeur, principal, "principal" avec la Droite de ce pays.
Nous avons été, comme vous, comme beaucoup d'autres, étonnés par l'ampleur de la résistance, heureuse surprise d'un peuple que l'on disait conformiste, atteint par la pensée unique, passif. Nous avons été heureux de voir cette vitalité.
Mais en même temps, nous avons été inquiets, inquiets d'une certaine impuissance collective à enrayer le cours des choses. Or, c'est la façon même dont nous avons conçu notre accompagnement dans le mouvement qui doit nous amener à réfléchir aujourd'hui.
Premièrement, le diagnostic sur la protection sociale, à quel point sommes-nous aveuglés idéologiquement pour ne pas répéter mille fois, deux mille fois, que même le déficit flambé par Balladur et Juppé, qui atteint 60 milliards, qui n'était que de 15 milliards quand la gauche a quitté le gouvernement, qui était entretenu par la droite, par son laxisme en particulier, en direction du monde médical, comment sommes-nous assez aveuglés idéologiquement pour ne pas dire que ce n'est pas là le cœur du dispositif du déficit national ! Le déficit public du budget de l'Etat représente 15 à 20% de son budget annuel, celui de la Sécurité Sociale autour de 5%, et encore, comme je l'ai dit, de façon gonflée.
Evidemment, nous plongeons tête baissée sur le thème de la dramatisation du déficit. Oui, il y a de vrais problèmes à la Sécurité Sociale, oui, il y a un grand déficit, on tombe tête baissée dans l'analyse de l'OCDE, qui non seulement demande aux pays de réduire leur déficit public mais leur demande de réduire le déficit social du déficit public, au même moment où se lève un mouvement en France, aux Etats-Unis, Clinton qui est loin d'être un modèle de socialisme et même d'un modèle social, engage un bras de fer avec les Républicains sur les dépenses de santé dans le budget américain.
Partout, ce n'est pas seulement le problème du déficit public qui est posé, mais c'est quel morceau du déficit public devons-nous en priorité attaquer ?
Et il est clair que le déficit social pour les libéraux, pour une autre raison qui est liée à la nature même du capitalisme contemporain, qui est devenu essentiellement un capitalisme financier, c'est que les fonds de retraite, les assurances privées pour la sécurité, c'est une manne, un levier considérable pour

le capitalisme financier, dans tous les pays anglo-saxons les fonds de retraite ont plus de pouvoir que les Etats dans certains secteurs.
Et donc nous voyons bien que là nous étions au cœur du dispositif. Et qu'à partir du moment où nous commençons à dire qu'il y a des choses qui ne sont pas trop mal dans ce plan ou bien quand on dit qu'on ne voit pas qu'il y ait un enjeu majeur d'affrontement, on était en train de faire du commentaire technique, sujet par sujet, au lieu de mener une bataille centrale, à partir du moment où nous mettions l'accent sur la négociation, la concertation, le dialogue, plutôt que sur le retrait qui était au fond la remise en cause de la logique du Plan, nous privions le mouvement social d'une amplification d'une lecture politique et je vous le dis, la deuxième étape, puisque celle-ci n'est pas tout à fait gagnée, risque d'être l'Europe.
Cela mène à la question que je vous posais : soit c'est une alternative de gauche, soit c'est une alternative nationale, la résistance au libéralisme. Il faut gagner sur la Sécurité Sociale pour ne pas avoir comme seule issue le renoncement à l'Europe.
C'est pourquoi le débat qui est entre nous, n'est pas simplement un débat de plus ou moins pour le mouvement social. Non, le Parti n'avait pas à se substituer. Moi, je suis fondamentalement une socio-démocrate, je crois que le politique et le social sont intimement liés, et que chacun a une part spécifique.
Je ne dis pas qu'on va changer notre mouvement syndical et notre mouvement politique, et notre histoire brutalement mais c'est bien le lien entre le social, et le politique qui est en cause. Il n'y a pas de nature différente si ce n'est qu'effectivement il est légitime que les syndicats revendiquent la négociation sur le contrat de Plan, il est légitime que les syndicats demandent l'Assurance sociale, mais il est tout à fait aussi légitime qu'un Parti Politique d'opposition, un Parti de gauche exige du gouvernement le retrait de son Plan qui met en cause deux piliers majeurs du modèle social français, du modèle européen et finalement les deux verrous, leviers qui restent à nos peuples et à nos pays pour éviter la dérégulation libérale anglo-saxon que nous ne voulons pas.
C'est pourquoi, chers camarades, ce débat est noble, on doit le mener en notre sein, en profondeur, il aura ses prolongations au moment de la convention sur la mondialisation mais je crois qu'il était normal que chacun exprime clairement qu'il ne s'agit pas seulement d'un prurit gauchiste face à un mouvement social, mais d'une conception de l'avenir de notre identité !
(Applaudissements)

Le président - Monsieur Vailant et moi-même sommes un peu inquiets de l'ardeur avec laquelle Jean Le Garrec anime tout un groupe, ce qui est un élément de distraction ! La voix est forte, le geste est ample, et certains même nous tournent carrément le dos, ce qui n'est pas interdit, mais à ce moment là il faudrait qu'ils aillent dans le vestibule.
Merci pour l'orateur suivant.
Catherine Trautmann puis Pierre Guidoni.

Catherine Trautmann

Merci.

Chers camarades, on a beaucoup dit ces derniers temps, que la France a retrouvé ces jours derniers un très saillant de son histoire, cette capacité si soudaine, si décidée à réagir à ces réformes qui parfois s'apaisent, parfois aussi deviennent révolution dans un processus qui est toujours rationalisé à posteriori, qui témoigne surtout de l'imprévisibilité de la pratique.

On ne saurait être quitte de l'examen d'une crise, si tant est que nous l'analysons comme une crise, car je pense qu'on peut peut-être dégager en préambule quelques éléments contradictoires avec ce que l'on pouvait dire de la crise peu de temps avant.

Nous disions dans nos débats que la société était en butte à la précarisation, qu'elle était en butte aussi à la confrontation, confrontation entre habitants, autochtones-immigrés, entre intérêts particuliers, confrontations d'individus, confrontations entre public et privé.

Or, nous sommes placés aussi dans un autre élément que je voudrais poser au début de mon propos, qui est une discordance entre le temps politique et le temps social.

S'il y a une chose qui me frappe à priori par rapport à cette crise, c'était dit ce matin, c'est qu'elle était imprévisible de fait, mais que nous ne nous situons pas aujourd'hui de façon concomitante entre les vécus des gens, le message politique. Et l'analyse, pour ce qu'elle en parait, montre aussi quelques discordances.

Tout d'abord, quelques éléments qui m'ont paru assez originaux dans cette crise, le désarroi des intellectuels. Ils se sont clivés en groupes distincts au sein même de la gauche, ceux que l'on pourrait appeler, pour aller vite, les "Notatistes", ou ceux qui ont approuvé la démarche de Nicole Notat qui, tout en critiquant la forme, ont pensé que certains aspects du plan Juppé allaient dans le bon sens.

D'autres, aux côtés des grévistes, étaient opposants, se sont indignés en rejetant en bloc un plan dont le but serait de faire porter encore plus lourdement les difficultés de l'heure sur les segments de population les plus fragiles.

Mais cette dualité, c'est aussi celle presque de chacun d'entre nous, partagée entre l'éthique de conviction et de responsabilité. Convient-il d'être responsable dans l'opposition ? Oui, sans nul doute. Etre responsable, est-ce que cela signifie d'accepter n'importe quoi ? Non, assurément.

Un autre élément original de cette crise, c'est un nouveau rapport Paris/province. Pour la première fois, à quelques exceptions près -je pense en particulier à certaines effervescences qui ont émaillé les années passées, notamment il y a quelque temps - des cortèges immenses ont déferlé dans les villes de province, bien plus importants en valeur relative par rapport à la population qu'à Paris, sauf à Strasbourg, en Alsace, mais c'est une autre histoire !

La grève massive des transports a été parfois évoquée comme une cause de cette différence, mais elle n'explique pas tout car je crois que, de façon spectaculaire,

Fondation Jean-Jaurès

la décentralisation a cessé d'être affaire de politiques ou d'administrateurs pour se manifester dans la rue.
Mais cela peut aussi vouloir dire autre chose, c'est que les gens expriment là où ils sont les questions qu'ils veulent poser, car il y a bien aussi dans ces manifestations, je pense, ce message, par rapport au sentiment de perte de décision, de non partage des richesses du travail, de ceux qui constituent les éléments clés de notre avenir, le sentiment aussi que c'est au cœur de la cité que ces contradictions se vivent et que la question de la vie tout court se pose là où on a son emploi, là où on a sa famille, là où on va à la Fac.
C'est aussi cela, je crois, qui est dit aujourd'hui.
Qui manifeste, qui travaille ? A observer la carte de France des manifestations, on peut être frappé de constater que leur virulence correspond assez exactement aux zones qui ont marqué leur opposition au référendum sur Maastricht, apparemment.
C'est la France des métiers traditionnels, de la fonction publique, qui se soulève dans un grand mouvement d'inquiétude face à l'avenir. Cela a été dit, cela a été d'ailleurs exprimé aussi sur les pancartes, mais de là à penser que ce raccourci qui ferait que l'on explique ce mouvement par les critères qui concernent la monnaie unique, est un raccourci particulièrement malhonnête intellectuellement, c'est une question à poser.
Un autre point qui me paraît important aussi en préalable de cette analyse, c'est la volonté d'égalité dans la reconnaissance des Français. Ce pays qui a décapité un roi est resté nostalgique pour certaines formes de la monarchie. A chaque moment de son histoire, il expérimente sa soif profonde de liberté dans le mouvement d'un refus absolu des privilèges, et dans la conviction que leur possession est la seule sécurité égalitaire.
Il y a aussi une réflexion sur ce point. Nous sortons d'une période de grande prospérité, où pour la génération qui est la nôtre, la crainte de l'avenir n'était pas la réalité quotidienne. Nous savions que si nous perdions un boulot, nous pourrions retrouver une autre solution. Nous entrons dans une autre période. De là à dire que le travail est un privilège ainsi qu'une protection sociale, cela aussi, c'est une malhonnêteté.
Je crois que les Français attendent que l'on reconnaisse la part d'efforts qu'ils apportent aujourd'hui dans un contexte familial, économique, social, international, difficile.
Est-ce que ce mouvement de clivage traditionnel entre privé et public existe encore ?
Tout à l'heure, Alain Richard le disait, il y a dans l'expression qui en est donnée une relation nouvelle entre privé et public. Est-ce manifester par procuration ou par délégation ? Ou bien est-ce que l'on accorde au service public d'exprimer ce qui nous est commun, un sentiment de déstabilisation et peut-être de la capacité du politique d'influer sur le sort des gens. On le dit moins quand on est dans une situation plus précaire qu'on ne le dit quand on a l'assurance de l'emploi.
La question est la même pour les uns comme pour les autres.

Fondation Jean Jaurès

En ce qui concerne le service public, je crois que la question est fortement posée dans ce mouvement, parce que c'est lui qui est garant des conditions d'équité que l'on offre, et du service que l'on rend par sa pérennité.
La question du service public, c'est aussi en partie celle de l'avenir car le service public est pérenne et assure finalement, on le voit bien aussi aujourd'hui des conditions de mobilité, des conditions de communication, des conditions de formation, des conditions de santé auxquelles peuvent aspirer les gens.
Il est aussi un élément de stabilité économique et sociale et je crois que le débat qui été posé sous l'angle des déficits publics ou du déficit de la sécurité sociale pose une vraie question, celle de savoir à quel niveau nous posons la dimension de l'universalité des services publics : est ce qu'il concerne tout le monde ? Dans quelles conditions, à quelle hauteur de contribution ?
A partir de là, on peut dire si les moyens que nous mettons en œuvre nécessitent des compensations par rapport au coût du service public.
Ensuite, nous pourrons voir en quoi la manière de financer les services publics cause des déficits. J'ai été profondément gênée qu'on ait là dessus des discours finalement très aléatoires. Lorsqu'on prend le service public, transport public urbain, par exemple, nous ne considérons pas qu'il est déficitaire à partir du moment où par l'impôt, la collectivité compense ce qui n'est pas payé par l'usager.
Je pense que cette dimension des choses est importante à prendre en compte.
Qui dit service public, dit deux sources de financement : directe du bénéficiaire ou de l'usager, et puis, la contribution apportée par la collectivité qu'elle soit locale, régionale, nationale, voire européenne
Ce débat me paraît aussi peut-être être un peu déculpabilisé par l'approche qui en a été donnée et qui est volontairement à mon sens dramatisante par les propos d'Alain Juppé.
Je crois aussi que nous avons posé, au travers de cette question du service public, celle tout simplement de la modernisation de l'Etat, et si nous abordons cette question dans notre Convention de la mondialisation de l'Europe, il nous faut aussi dire qu'elle est un mouvement.
Sur quel service public ce débat peut-il s'appuyer et quelles sont les garanties qu'il peut apporter ?
Je crois que la question posée par les gens dans la rue est aussi celle d'un Etat juste, équitable, qui permette aussi d'offrir aux gens des conditions de sécurité dans lesquelles ils puissent organiser leur vie.
Le deuxième point que je voudrais souligner est celui de la méthode qui a été particulièrement désagréable, en ce sens tout d'abord qu'elle a imposé au lieu de négocier, certes, mais il y a aussi un, point qui a été complètement oublié dans ce débat sur la sécurité sociale, au travers de ces mouvements sociaux, c'est ce qui a émaillé notre rentrée scolaire. Dans nos quartiers ce sont des mouvements de violence urbaine que l'on a oubliés, grâce à un plan Vigipirate.
Je voudrais rappeler que depuis septembre, on attend le fameux plan Marshall pour les banlieues. Il a bien été annoncé en septembre, mais malheureusement il y avait les essais nucléaires et on ne pouvait pas l'engager. En novembre, il y a

Fondation Jean Jaurès

eu un remaniement ministériel et le plan a encore été repoussé. En décembre, les gens sont dans la rue et c'est encore une fois repoussé.
Or, nos collectivités votent actuellement leur budget. Elles votent leur budget avec les ponctions financières lourdes qui ont un impact fiscal réel au moment où le pouvoir d'achat des français diminue, au moment où ils sont précisément inquiets. Il y a un vrai cynisme à déplacer les problèmes, parce qu'ils ne seront pas réglés avec les mesures et le saupoudrage, s'il existe, qui sera fait avec ce plan.
Pouvons-nous donner un exemple sur notre communauté urbaine ? Les ponctions sur des recettes provenant de l'Etat représentent à ce jour dans l'érosion monétaire plus de 10% d'impact fiscal. On n'a jamais connu de période où les décisions qui étaient prise à un niveau gouvernemental supposaient brutalement un tel transfert de charges sur les collectivités territoriales, et je remercie Lionel de mobiliser les maires, car nous aurons aussi des choses à dire, mais je voudrais relever que lorsqu'on a parlé de stabilité financière pour les collectivités, on a réuni, consulté les élus de ce pays qui aujourd'hui sont auprès des gens qui n'ont pas de logement, qui n'ont pas de travail, qui demandent des cartes de santé pour bénéficier de services gratuits dans nos collectivités.
C'est cela la réalité quotidienne des élus locaux aujourd'hui, et si ce maillon saute, chers camarades, il ne restera plus grand-chose pour garantir une cohésion sociale quotidienne dans nos villes et dans nos quartiers
Je crois que ce point là ne doit pas être négligé et au moment où nous aborderons notre convention sociale, il ne faudra pas oublier que nous travaillons constamment à deux dimensions, sur la citoyenneté et sur le projet politique.
Le fait d'avoir annoncé les mesures de redressement de la sécurité sociale, en disant que c'était les critères nécessaires pour atteindre la monnaie unique qui les justifiaient, je crois que cette malhonnêteté là démontre aujourd'hui ce cynisme qui, de fait, correspond au fait de prendre des responsabilités.
Quel est le problème ?
C'est que nous nous sécrétons nous mêmes dans notre pays.nos propres difficultés. Alors, il faut aussi les considérer comme telles
Je pense qu'il ne faut pas comprendre que ce mouvement entre dans cette accusation systématique de l'Europe, bien au contraire, il pose la question directe du logement. Nous sommes au tiers des programmes annoncés pour l'année 1996, et sur ce que certaines villes avaient prévu en 1995, nous avons déjà réduit. Nous sommes dans les logements d'urgence, mais il faudra de plus en plus de solutions d'urgence pour régler l'état de précarité qui se développe.
De ce point de vue, nous sommes dans un cercle infernal, car au lieu de garder nos capacités de manœuvre, de permettre aux gens de déboucher, de faire un travail d'intégration sociale, on nous refuse ces moyens minimaux, car je considère que le droit au logement est aussi fondamental que le droit au travail et je crains vraiment, je le dis très fortement ici, que nous ayons encore ce cheminement sournois, ce sentiment, je ne veux plus parler d'exclusion, de

contradiction, de reniement de notre pays par rapport à ses valeurs fondamentales.
Aujourd'hui, c'est cela qui est posé et c'est ce que nous avons inscrit sur le fronton de nos Mairies.
Comment traduisons-nous l'égalité ?
Comment assurons-nous la solidarité ?
Comment pouvons nous garantir ce dialogue entre nos concitoyens Pour conclure et en deux mots, par rapport à l'Europe, je crois qu'il s'agit d'un choix politique. Ce choix a été exprimé à un moment donné par la France. J'ai entendu beaucoup de camarades le regretter et dire : je n'aurais pas voté comme cela. Mais tout dépend de ce que l'on en fait.
Je pense que le choix politique européen impose que l'on puisse se prononcer sur l'Europe sociale, ainsi que sur la défense commune, car dans la mondialisation, il faut aussi avouer une politique étrangère qui nous permette d'être assurés dans la durée et de pouvoir également développer notre influence.
Il y a, bien sûr, la monnaie unique, mais on n'a pas fait autant d'efforts, engagé autant de décisions, bénéficié du marché unique, sans que l'on puisse assurer une pérennité meilleure pour l'ensemble de notre économie en permettant de réaliser ce que Alain Richard a appelé cette grande puissance européenne, qui est un des éléments du pôle d'équilibre mondial.
Enfin, ce que nous aurons à trancher, car l'Europe ne nous dédouane pas de poser les vraies questions qui se posent au niveau de notre pays, c'est la politique de l'emploi.
Si l'Europe peut influer, la politique de l'emploi reste du domaine des responsabilités gouvernementales.
Par ailleurs, la redistribution des ressources et la redistribution territoriale sont aussi une responsabilité nationale.
Alors, que l'on ne déplace pas dans un débat sur la souveraineté ce qui finalement relève fortement de ce que nous pouvons traiter, décider, organiser à notre niveau. Je crois que l'urgence du débat est là et que nous attendons tous de pouvoir, non seulement composer, réaliser, un travail productif pendant cette convention qui concernera la mondialisation et l'Europe, mais que nous aurons aussi à nous engager clairement, en respectant toujours cette dimension citoyenne qui s'exprime dans la rue, mais aussi celle qui nous permet d'être en phase avec le temps qui est le nôtre aujourd'hui.
Nous sommes Socialistes, nous pouvons aussi penser autrement que dans un nationalisme égoïste, et penser qu'aujourd'hui l'équilibre mondial ne sera pas seulement notre propre confort, mais que pour arriver à être crédible vis à vis du développement vers le tiers-monde, des pays attendent du modèle européen un modèle politique.
Nous devons aussi régler chez nous les problèmes que nous disent aujourd'hui nos propres concitoyens.
(Applaudissements)

Le président - Pierre Guidoni a la parole.

Fondation Jean Jaurès

Pierre Guidoni

Chers camarades, beaucoup a déjà été dit et si vous me le permettez, je voudrais simplement insister sur trois points qui sont des conséquences un peu dérivées de l'analyse générale du conflit, qui a déjà été faite à mon avis de façon tout à fait complète, d'abord ce matin par Lionel Jospin lorsqu'il décrivait le mouvement dans toute sa complexité, sa multiplicité aussi, et puis par les orateurs qui se sont succédés. Chacun a apporté un éclairage intéressant.

Le premier point sur lequel je voulais insister, c'est, dans un cas comme celui-là, le rôle qui revient déjà aujourd'hui, et qui reviendra plus encore dans les semaines qui viennent, au Parti lui-même, à notre Parti comme instrument de réflexion collective et de proposition politique;

On a évoqué tout à l'heure, je ne l'aurais pas fait spontanément, les deux pétitions intellectuelles qui se sont affrontées. Moi, elles me paraissent tout à fait significatives du degré de fossilisation intellectuelle auquel sont arrivés les maîtres penseurs d'orientations diverses qui font semblant d'animer le débat en temps normal, et de façon plus marquante lorsqu'un événement social aussi important que celui que nous vivons se produit.

Chers camarades, les uns et les autres répètent la même chose, parfois à la formulation près, depuis trente ou quarante ans, et dans la discussion qui s'est amorcée autour du mouvement actuel, ils se sont contentés de répéter ce que nous savons fort bien.

L'analyse réelle du mouvement, encore une fois dans sa complexité, les conclusions politiques que l'on peut en tirer, les propositions politiques qu'il convient d'avancer pour répondre à ce que ce mouvement exprime, eh bien ce ne sera l'œuvre ni des intellectuels éparpillés dans ce qu'on appelait à une époque où le mot était à la mode la société civile, ni des syndicats eux-mêmes. Ils sont en train de le prouver là aussi dans leur diversité, et ce n'est peut-être pas leur rôle, d'ailleurs, c'est le rôle des partis politiques, c'est le rôle de notre Parti, et c'est à cela que nous devons nous préparer.

Le deuxième élément sur lequel je voudrais insister, c'est que nous n'avons peut-être pas assez réfléchi à ce que tous ces événements signifient pour la droite et du point de vue de la droite, et je dirai à l'intérieur de la droite.

Mes chers camarades, la campagne électorale continue !

Qu'est-ce qu'on appelle la maladresse de Juppé, au point d'affronter comme cela les fonctionnaires, le secteur public, au risque de déclencher un mouvement social, nous l'avons vu, de très grande ampleur ? Et nous avons vu que ce risque n'était pas imaginaire ? C'est évidemment la suite de la campagne électorale de Jacques Chirac, mais c'est plus profondément la suite d'un débat inachevé à l'intérieur de la droite.

En gros, il fallait provoquer le secteur public pour couper l'herbe sous le pied à Madelin. On ne peut pas à la fois faire la politique qu'avait annoncée Jacques Chirac et à laquelle il a d'ailleurs publiquement renoncé le 26 octobre, et continuer à plaire à l'aile ultra-libérale de la majorité, et c'est cette contradiction, ce double langage qui explique en très grande partie la manière

dont le gouvernement a géré ou n'a pas géré, intellectuellement, idéologiquement, politiquement, la crise à partir du moment où elle s'est déclenchée, à partir du moment où elle s'est ouverte.
Or, mes chers camarades, ce sont des données structurelles qui vont continuer à jouer, qui ne vont pas s'arrêter aujourd'hui. Qu'il y ait à l'intérieur de la droite des divisions très profondes qui se sont traduites pendant la campagne électorale d'abord entre Chirac et Balladur, le style Chirac, le style Balladur, mais aussi deux politiques officiellement annoncées, qui se traduisent aujourd'hui à l'intérieur de cette majorité et qui la rendent si difficilement gérable, si incohérente, ce sont des données qui vont continuer à jouer dans les jours qui viennent et auxquelles nous devons rester extrêmement attentifs.
Il y a là un facteur de faiblesse et de contradiction dans le camp de la droite que nous devons être capables d'analyser et de mettre à profit.
Le troisième point - rassurez-vous, je vais être très rapide - c'est l'aspect international.
Nous allons avoir un grand débat. Je souhaiterais que ce grand débat prenne d'abord pleinement en compte l'évolution que le gouvernement actuel, que Chirac lui-même, sont en train d'imprimer à la politique extérieure de la France. On en a cité quelques exemples, et Lionel lui-même évoquait ce matin ce retour dans l'OTAN, bien entendu un peu masqué au niveau intérieur, mais étalé avec le plus grand cynisme dès qu'on s'adresse à la presse étrangère et aux médias internationaux, et qui, je le disais un peu en souriant au Bureau du Parti, n'était pas le premier résultat qu'on attendait spontanément de l'élection d'un gaulliste à la présidence de la République. Enfin d'un gaulliste ou prétendu tel.
Mais un élément qui est passé totalement inaperçu, c'est la réunion du G7, transformé en G8 par l'addition de la Russie, où cet organisme auquel la France avait toujours tenu à conserver son caractère de forum réservé aux problèmes économiques et uniquement aux problèmes économiques, pour ne pas déposséder le Conseil de sécurité de l'ONU et l'existence des Nations Unies, s'est enfin réuni avec l'accord de la France pour parler du terrorisme, du trafic de drogue, du banditisme international, bref de tous les sujets précisément dont nous souhaitions qu'ils ne soient pas traités dans ce cadre là !
Petit abandon sans grandes conséquences, cela n'a pas fait la une des journaux, un abandon supplémentaire, une acceptation supplémentaire, une résignation supplémentaire à des pressions auxquelles nous avions su résister pendant des années et des années, en gros pendant les deux septennats de François Mitterrand.
Echec également à mon avis, mais il faudra en tirer les conséquences, sur la francophonie. Nous avons vu ce discours fait à Cotonou, coïncidant avec la réduction brutale des moyens de l'action culturelle extérieure de la France et des moyens propres de la francophonie. Autrement dit, une fois de plus, comme dans d'autres domaines, des discours, mais pas d'argent, par conséquent pas d'action.
Il y a là des hypocrisies qui finiront quand même par apparaître au grand jour !

Collection Jean Jaurès

Donc n'hésitons pas à reprendre l'ensemble de cette politique et à montrer en quoi cette politique étrangère de Chirac, de Juppé, j'ose à peine citer le pauvre De Charrette - il ne faut pas tirer sur les ambulances ! - d'une part est le contraire de celle qui avait été annoncée là aussi, et d'autre part est lourde de conséquences pour l'avenir.
Nous allons donc avoir un débat sur lequel personnellement, au point où nous en sommes, je ne veux pas anticiper. Mondialisation, Europe, politique européenne dans les années qui viennent, place et rôle de la France dans l'Europe et dans le monde, capacité de la France à influer sur l'évolution de l'Europe et sur les rapports de forces jouant au niveau mondial. C'est évidemment le débat essentiel et il y a une logique dans l'organisation de nos travaux à ce que ce débat vienne en premier.
Ce que je souhaiterais dire aujourd'hui, c'est que ce débat ne sera fructueux que si nous sortons de la rhétorique.
Mes chers camarades, pendant les travaux, la mondialisation continue, pendant le mouvement de grève le monde, lui, ne s'est pas arrêté de tourner !
Qu'est-ce que cela veut dire réellement, la mondialisation ? Quels domaines sont effectivement touchés ? Les services financiers évidemment, les marchés, ce qu'on appelle les marchés, d'ailleurs la spéculation financière internationale se développant désormais sans obstacles, sans difficultés.
Dans les autres domaines, idéologiques, culturels, linguistiques, quelle est la réalité de ce mouvement de mondialisation ?
"La France se cherche sur Internet", disait récemment un journal parfois réputé de gauche. Mes chers camarades, 80 000 abonnés dont environ 15 000 individuels en France, 600 000 en Allemagne, un million en Angleterre. Reprenons les chiffres, regardons les réalités, ne nous racontons pas d'histoires !
La question des services publics va être au cœur de notre réflexion. Elle l'est en raison du mouvement lui-même. La politique du FMI et du mouvement mondial sur le service public... il paraît qu'il n'en faut plus, très bien ! Quelle en est la conséquence au niveau de l'Europe ? Est-ce que l'Europe nous permet de résister à cette tendance ou est-ce qu'elle la facilite ? Est-ce qu'elle l'encourage ?
Que donnent les dernières réunions qui se sont déroulées à ce propos à Bruxelles ? Où en sommes-nous ? Où en est le dossier, pour le téléphone, pour l'électricité, pour les transports ?
Parlons sérieusement de choses sérieuses.
Mes chers Camarades, au point où nous en sommes, nous ne pouvons pas nous permettre des débats sur le thème " qui est pour l'Europe et qui est contre l'Europe ", cela ne veut rien dire. Nous ne pouvons pas nous payer un débat, et je le dis très calmement pour ceux qui l'ont déjà un peu amorcé, sur le thème "qui est contre la monnaie unique, qui est pour ?", cela ne veut rien dire. Les Français ont voté.
La question est de savoir comment nous allons réduire notre déficit public à 3 % du PIB, et comment, à peine cette décision prise, en fonction du pacte de stabilité que le gouvernement actuel - nous n'y sommes pour rien - est en train

d'accepter, nous passerons à 1% du PIB, et quelles conséquences cela a sur les différentes questions que Catherine Trautmann, pour ne parler que d'elle puisque c'est elle qui m'a pré cédé, posées il y a quelques instants, quelles conséquences cela a sur le logement, sur le transport, sur la politique de l'emploi; C'est cela les questions qui nous sont posées.
Alors mettons-nous en devoir d'y répondre, faisons-le à partir des données réelles de la situation, y compris des conséquences économiques et financières de ce conflit. Sachons ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas.
D'une certaine façon, avec beaucoup de modestie, avec beaucoup de prudence, je dirai qu'après tout, si nous nous inspirions aussi de ce que veulent ou ne veulent pas nos électeurs potentiels, les 30% de Français qui déclarent aujourd'hui qu'ils sont prêts à voter pour nous, ce ne serait probablement pas du temps perdu.
Il y a, dans ces domaines de la vie internationale et de l'orientation de la politique du pays, en fonction des réalités internationales, un certain courage parfois à oser être populaire.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Gilles Catoire.

Gilles Catoire

Chers camarades,
Catherine Trautmann a dit la plus grande partie de ce que je voulais dire ... (applaudissements) ... Elle a parlé au nom des Maires, je l'en remercie.
Je voudrais simplement compléter son propos sur deux points. D'abord, Lionel tout à l'heure a indiqué le rôle que les Maires avaient dans le soutien du mouvement actuel, et je crois que c'est important, mais n'oublions pas qu'aujourd'hui, 80% de nos audiences, ce sont des chômeurs, et des gens qui ne sont pas dans le mouvement, sans compter les défavorisés, et je crois qu'il faut continuer l'action dans ce domaine et ne pas les rejeter vers l'extrême droite et le Front National. N'oublions pas les chômeurs.
On nous dit, si on lit la presse, France Soir de ce matin, que la sécurité a baissé, qu'il n'y a plus de problèmes dans les banlieues, qu'il n'y a plus besoin de Plan Marshall.
Je voudrais lancer un cri d'alarme. Je crois que, bien sûr, quand il n'y a plus de métro, on voit moins les bandes circuler en région parisienne, mais la tension n'a pas disparu dans les cités, les problèmes sont réels. Dans notre département, le Préfet a réuni les proviseurs, les maires, nous avons concrètement ce qui se dit sur les groupes "maffieux" qui s'installent dans les lycées pour la vente de drogue, sur les dealers, les chefs qui essayent d'installer leur territoire dans les lycées. C'est un problème qui existe globalement, et dans tous les Départements, on le sait, le nombre de seringues ramassées augmente. Il faut absolument continuer cette action.

Fondation Jean Jaurès

Je voudrais aussi souligner ce qui se passe actuellement dans la police.
Bien sûr, on parle de listes d'extrême droite Front National. C'est très préoccupant. Mais en même temps, il y a aussi des policiers républicains et un "ras-le-bol" dans les commissariats de police à la suite de toutes les mesures du plan "Vigipirate" ; ces policiers peuvent basculer vers l'extrême droite, mais ils attendent aussi de nous, Socialistes, un message, une action de solidarité. Les policiers n'ont pas pu se mettre en grève parce que la loi le leur interdit, mais ils se sentent aussi concernés par le mouvement social.
Catherine Trautmann a parlé de la situation catastrophique des communes. Je n'y reviens pas. Mais je n'ai entendu personne ici parler des étudiants. Bien sûr, ils sont rentrés chez eux, on n'en parle plus. N'oublions pas non plus les étudiants ! Quand on voit, dans notre Département, qu'à "7 sur 7", Charles Pasqua proposait d'ouvrir sa fac aux Universités publiques, et qu'hier, au Conseil général, il n'était plus question simplement que de prêter du matériel audiovisuel pour les cours d'espagnol, n'oublions pas les jeunes et le mouvement étudiant, même si la situation est différente.
Je crois qu'il y a nécessité rapidement, Lionel (et je me félicite de cette proposition qui nous a été faite au Congrès des Maires, qui est confirmée aujourd'hui), de réunir ce Conseil des Maires en janvier, parce que les Maires supportent effectivement tout le poids de la pression du mouvement social. On sait que 40% des maires, surtout les maires ruraux, ne sont pas représentés. Peut-être un jour y aura-t-il une grève des maires, mais en tout cas le Parti a besoin de soutenir ces maires dans l'action qu'ils mènent au quotidien.
Et puis, je voudrais terminer par un mot optimiste. S'il y a effectivement des tensions, on voit aussi, et je crois qu'on le voit dans beaucoup de mairies (cela n'a pas encore été dit par la presse), un mouvement formidable de demandes de naturalisation des jeunes d'origine étrangère qui est en train de s'accélérer un peu partout, avec, depuis quelques jours, une reprise importante des inscriptions sur les listes électorales. Bien qu'il n'y ait pas d'élection annoncée avant 1988, apparemment, les Français s'inscrivent quand même.
Je crois donc qu'il est très important que le Parti, ses élus, la Fédération des Elus, même si ce n'est pas médiatique en ce moment, n'oublient pas la situation des banlieues, des populations défavorisées, et que nous puissions, avec le Parti, donner un message fort en direction de ces populations.
(Applaudissements)

Le président

Le débat est clos.
Je vais saisir le Conseil national d'un projet de texte ainsi rédigé :
"Depuis près d'un mois, un puissant mouvement social se développe dans notre pays.
"Fondé sur la contestation globale du Plan Juppé, il s'est élargi à la défense du service public face aux attaques dont celui-ci est la cible de la part du gouvernement.

Collection Jean Jaurès

“Le conflit à la SNCF, par sa longueur et son intensité mais surtout par les problèmes qu’il pose, illustre le souci des cheminots d’intégrer l’intérêt général dans leurs revendications. La participation massive aux manifestations, notamment en province, confirme la force d’une mobilisation qui va bien au-delà du secteur public et qui recueille une popularité auprès de la population, malgré les contraintes qu’elle subit dans sa vie quotidienne. Cette solidarité a mis en échec les tentatives d’opposition des Français entre eux, dont le RPR avait à un moment pris l’initiative.
“Le Conseil national du PS réaffirme la solidarité de tous les Socialistes à l’égard des mouvements sociaux en cours. Il respecte les formes d’action que ceux-ci entendent revêtir et appuie les manifestations auxquelles les organisations syndicales appellent, notamment celles d’aujourd’hui, pour obliger le gouvernement à renoncer à ses projets, comme i l l’a fait pour le contrat de plan SNCF et les régimes spéciaux de retraite.
“Le Conseil national souligne qu’il est du devoir du Parti Socialiste d’exprimer et de prolonger cette contestation et ces revendications au plan politique. Le PS l’a fait tout au long du mouvement en s’opposant clairement et, dès le premier jour, au plan Juppé, en interpellant le gouvernement sur son incapacité à négocier, en déposant deux motions de censure à l’Assemblée Nationale et en s’adressant directement à l’opinion publique qui semble avoir entendu son message à l’occasion des élections législatives partielles. Le succès de nos candidats a, à l’évidence, joué dans le rapport de forces. Le PS a joué son rôle à sa place.
Dans un tel mouvement social, sans précédent depuis de nombreuses années, des leçons doivent être tirées. La nouvelle situation exige, de la part des Socialistes, volonté et clarté pour convaincre les Français qu’une alternative à la politique de la droite est possible et que le PS en est l’instrument principal.
Telle est notre tâche collective au cours des prochains mois.”
Un délégué.- A propos de la SNCF, il ne s’agit pas des “problèmes” que pose le conflit, mais des “questions”. “Problèmes” pourrait être entendu comme “ennuis”.

Le président - Oui, d’accord... Bon amendement.

Alain Claeys - A la dernière phrase, au lieu “d’instrument”, parlons de “l’acteur principal”.

Le président - Deuxième bon amendement. Excellente moisson !

Alain Richard - Dans le même style, il y a une phrase où il y a, à propos du mouvement du secteur public, “popularité auprès des la population”. Je préférerais qu’on dise “auprès des citoyens”, parce que cela aborde justement les changements par rapport à une vision globale.

Le président - Sur le fond et la forme, c’est encore meilleur !

Confidentiel Parti Socialiste

(Applaudissements)

Alain Richard - Le miracle ! C'est Noël !

Le président - Vous avez l'ouïe très fine.

Claude Fleutiaux

Je sens bien ce texte et je n'ai pas d'opposition, mais tout à l'heure, il y avait une question qui me préoccupait et c'est pour cela que j'ai pris la parole. Cette question terminait mon propos et était à peu près la suivante.
Au cœur de ce conflit, il y a le reproche fait à ce gouvernement d'avoir occulté depuis plusieurs mois la question de l'emploi et d'avoir mis complètement l'accent sur la lutte contre les déficits publics.
Mon point de vue à moi, c'est que nous avons tout intérêt aujourd'hui pour sortir de cette crise, nous Parti Socialiste, à nous exprimer sur cette question de l'emploi, pour bien nous démarquer de cette approche gouvernementale qui est une approche purement financière, et pour montrer que nous, nous ne pouvons penser la politique de ce pays qu'en fonction de la préoccupation des gens qui reste celle de l'emploi. On ne peut pas, après plusieurs semaines de conflit comme celles que nous venons de vivre, après avoir vu les syndicats et les salariés se mobiliser comme ils se sont mobilisés, ne pas dire un mot sur cette préoccupation, d'autant plus que la sortie de la crise va se faire aussi sur ce terrain-là. Juppé a commencé à en parler, le CNPF est en train de freiner des quatre fers pour dire : "Surtout, ne parlons pas de la réduction du temps de travail, ne parlons pas de l'emploi, etc."
Donc, moi, je reste persuadé qu'il doit y avoir un mot là-dessus et, si je l'ai dit tout à l'heure, croyez bien que ce n'est pas parce que cela fait toujours "bien dans le décor" de dire à un moment donné qu'on a le souci de l'emploi, mais c'est parce que cela correspond à quelque chose de profond de notre part que de dire que toute proposition que nous faisons, toute politique que nous voulons populariser doit inclure la préoccupation de l'emploi.
(Applaudissements)

Le président - Si vous êtes d'accord, on peut intégrer ce que dit fort justement Claude Fleutiaux, peut-être au 5ème paragraphe... On est en train de le voir avec Daniel Vailant... Il est toujours difficile d'improviser.
"Le Conseil national souligne qu'il est du devoir du PS d'exprimer et de prolonger cette contestation et ces revendications..." au plan politique, en l'élargissant à l'exigence d'une politique en faveur de l'emploi. On va arranger cela en meilleur français.
On pourrait mettre la notion de priorité de l'emploi à ce moment-là... En élargissant la revendication à la nécessité (on le dira mieux...) d'une politique de l'emploi dynamique, active ou forte...

Jacques Bravo - En remettant l'emploi au cœur des luttes.

Le président - Voilà, très bien... au cœur des objectifs politiques... En mettant l'emploi au cœur des priorités.
(Applaudissements)
Plus d'autres remarques ?
Je mets le texte aux voix. Que ceux qui sont d'avis de l'adopter le manifestent en levant la main.
...
Avis contraires ?
Abstentions ?
...
Le texte est adopté à l'unanimité moins deux abstentions.
Les Premiers Secrétaires fédéraux sont invités à un déjeuner de travail autour de Lionel Jospin et des Secrétaires nationaux.

Coll. Fondation Jean-Jaurès